



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 18 JUIN 1921.

QUEBEC, SATURDAY, 18TH JUNE, 1921.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
OFFICIELLE GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES :

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 50c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée, si ces conditions n'ont pas été remplies.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES :

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance. Overpayment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled, if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Is-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

727

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number ; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Is-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

728

Arrêté en Conseil

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 juin 1921.

PRESENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'il est à propos de déterminer, sous l'autorité de l'article 1432 des Statuts refondus de 1909, tel que remplacé par 11 Geo. V, ch. 30, section 14, les honoraires imposables pour l'enregistrement :

1. Des camions, voitures de livraison, autobus, engins à traction ou autres véhicules semblables d'une capacité excédant trois tonnes ;

2. Des camions, voitures de livraison, autobus, engins-tracteurs ou autres véhicules semblables munis entièrement de pneus vides.

Il est d'abord prescrit que pour les camions, voitures de livraison, autobus, engins-tracteurs ou autres véhicules semblables d'une capacité excédant trois tonnes, les droits d'enregistrement seront, en sus de soixante-quinze piastres pour les trois premières tonnes, vingt-cinq piastres pour chaque tonne additionnelle de capacité ou fraction d'icelle ;

Deuxièmement : que le second paragraphe de l'article 1389 des Statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par 11 Geo. V, ch. 30, section 2, et tel que modifié par le présent arrêté ministériel, s'applique aussi aux camions, voitures de livraison, autobus, engins-tracteurs ou autres véhicules entièrement munis de pneus vides, sauf que, dans ce cas, le droit d'enregistrement sera les trois-quarts de l'honoraire recouvrable pour un véhicule qui est entièrement ou partiellement muni de pneus pleins, pourvu que l'honoraire ne soit, en aucun cas, inférieur à vingt-cinq piastres.

Le greffier du Conseil exécutif,

2183

A. MORISSET.

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 10th June, 1921.

PRESENT : the Lieutenant Governor in Council.

Whereas it is advisable to establish under the authority of article 1432 of the revised Statutes 1909, as replaced by 11 Geo. V, ch. 30, section 14, the fees to be charged for the registration :

1. Of trucks, delivery vans, autobusses, traction engines or other similar vehicles of a capacity exceeding three tons ;

2. Of trucks, delivery vans, autobusses, traction engines or other similar vehicles equipped entirely with pneumatic tires.

It is ordered : firstly : That in cases where trucks, delivery vans, autobusses, traction engines or other similar vehicles, of a capacity exceeding three tons are allowed, the registration fees shall be, in addition to seventy-five dollars for the first three tons, twenty-five dollars for each additional ton in capacity of fraction thereof ;

Secondly : That the second paragraph of article 1389 of Revised Statutes, 1909, as amended by 11 Geo. V, ch. 30, section 2, and as modified by the present Order in Council, apply also to trucks, delivery vans, autobusses, traction engines or other similar vehicles equipped entirely with pneumatic tires, save and except that in such a case, the registration fee shall be three quarter of the fee chargeable in the case where the vehicle is entirely or partly equipped with solid tires, provided that the fee shall not, in any case, be less than twenty-five dollars.

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

2184

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes :

Québec, le 10 mai 1921.

MM. Alexandre Donato, employé civique; L.-C. Forget, gérant, et Hercule Mondou, principal de l'École Montcalm, Montréal, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Louis-B. Brunelle, Trois-Rivières, géolier, de la prison du district de Trois-Rivières.

Québec, le 18 mai 1921.

M. L.-Eugène LaRue, Montréal, député-régistrateur de la division d'enregistrement d'Hoche-laga, Jacques-Cartier.

Québec le 19 mai 1921.

MM. J.-A. Bergeron, médecin, de Matane; Josué Pineault, médecin, de Rimouski, et Joseph Drolet, médecin, de Val Brillant, conjointement coroner du district de Rimouski, avec juridiction pour le docteur Joseph Drolet, sur la vallée de la Matapédia seulement.

Québec, le 20 mai 1921.

M. N.-E. Morissette, Trois-Rivières, Qué., agent préposé à la vente des terres publiques propres à la culture, pour l'agence de la région du Saint-Maurice.

M. Elzéar Turcotte, Québec, commissaire pour administrer le serment requis par la section 10 de la loi 11 George V, chap. 24, des personnes nommées à un emploi par la commission des liqueurs alcooliques de Québec.

Québec, le 25 mai 1921.

M. le docteur J. Quintal, Montréal, officier spécial au département du secrétaire de la province (service extérieur).

MM. Alphonse Bellavance et Arthur Cannel, Rimouski, commissaires pour l'érection civile des paroisses dans le diocèse de Rimouski.

Québec, le 28 mai 1921.

MM. Alfred Belzil, propriétaire de beurrerie, de Saint-Mathieu, comté de Rimouski; Louis-Philippe Bilodeau, agent des terres, Matane, juges de paix pour le district de Rimouski.

MM. Joseph-Arthur Trinque, agent, Saint-Hyacinthe; Wilfrid Larivière, cultivateur, de La Présentation, comté de Saint-Hyacinthe, juges de paix pour le district de Saint-Hyacinthe.

M. J.-Pierre Leclerc, préfet de Saint-Joseph-de-Sorel, Richelieu, juge de paix pour le district de Richelieu.

M. Joseph-Jacques-Janvier-Emile Vaillancourt, agent, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

M. Moïse Viau, bourgeois, de Saint-Alphonse-de-Branby, comté de Shefford, juge de paix pour le district de Bedford.

M. Thomas Pelletier, gentilhomme, Les Escoumains, comté de Saguenay, juge de paix pour le district de Saguenay.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments, viz :

Quebec, 10th May, 1921.

Alexandre Donato, civil employee; L.-C. Forget, manger and Hercule Mondou, principal of Montcalm School, Montreal, to be justices of the peace for the district of Montreal.

Louis-B. Brunelle, Three Rivers, to be jail keeper of the gaol, of the district of Three Rivers.

Quebec, 18th May, 1921.

L.-Eugène Larue, of Montreal, to be deputy registrar of the registration division of Hoche-laga, Jacques-Cartier.

Quebec, 19th May, 1921.

J.-A. Bergeron, doctor of medicine, of Matane; Josué Pinault, doctor of medicine, of Rimouski, and Joseph Drolet, doctor of medicine, of Val Brillant, to be joint coroner of the district of Rimouski, with jurisdiction for Dr. Joseph Drolet, over the Matapédia Valley only.

Quebec, 20th May, 1921.

N.-E. Morissette, Three Rivers, Que., to be agent for the sale of the public lands fit for cultivation, for the Saint-Maurice agency.

Elzéar Turcotte, Quebec, to be a commissioner to administer the oath required by section 10 of the Act 11 Geo. V, ch. 24 from the persons appointed to a position by the Quebec Liquor Commission.

Quebec, 25th May, 1921.

Dr. J. Quintal, of Montreal, to be a special officer of the Department of the Provincial Secretary (outside service).

Alphonse Bellavance and Arthur Cannel, of Rimouski, to be commissioners for the civil erection of parishes, in the diocese of Rimouski.

Quebec, 28th May, 1921.

Alfred Belzil, creamery owner, of Saint-Mathieu, county of Rimouski; Louis-Philippe Bilodeau, Lands agent, Matane, to be justices of the peace for the district of Rimouski.

Joseph-Arthur Trinque, agent, of Saint-Hyacinthe; Wilfrid Larivière, farmer, of La Présentation, county of Saint-Hyacinthe, to be justices of the peace for the district of Saint-Hyacinthe.

J.-Pierre Leclerc, prefect of Saint-Joseph-de-Sorel, Richelieu, to be a justice of the peace for the district of Richelieu.

Joseph-Jacques-Janvier-Emile Vaillancourt, agent, of Montreal, to be a justice of the peace for the district of Montreal.

Moïse Viau, gentleman, of Saint-Alphonse-de-Branby, county of Shefford, to be a justice of the peace for the district of Bedford.

Thomas Pelletier, gentleman, of Les Escoumains, county of Saguenay, to be a justice of the peace for the district of Saguenay.

M. Joseph-Louis Rinfret, bijoutier, de Hébertville Station, comté du Lac Saint-Jean, juge de paix pour le district de Roberval.

Joseph-Louis Rinfret, jeweller, of Hébertville Station, county of Lake Saint John, to be a justice of the peace for the district of Roberval.

Québec, le 30 mai 1921.

Quebec, 30th May, 1921.

MM. Georges Rotsky, gérant, de Dorval, comté de Jacques-Cartier; William-Hill Johnson, gentilhomme, Lachine; William-Robert Montgomery, gérant; Horace Howison et Achille Racicot, comptables, juges de paix pour le district de Montréal.

George Rotsky, manager, of Dorval, county of Jacques-Cartier, William-Hill Johnson, gentleman, Lachine, William-Robert Montgomery, manager, Horace Howison and Achille Racicot, accountants, to be justices of the peace for the district of Montreal.

M. Alfred Prendergast, de Saint-Lambert, registraireur de la division d'enregistrement de Chambly. 2205

Alfred Prendergast, of Saint Lambert, to be registrar of the registration division of Chambly. 2206

Lettres patentes

Letters patent

"Asbestonos Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, articles 5969 et suivants et 5978 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du quatorzième jour de mai 1921, changeant le nom de la compagnie "Dominion Asbestos and Spinning Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1918, sous le nom de "Dominion Asbestos and Spinning Co.", en celui de "Asbestonos Co.", pour les objets suivants :

Manufacturer l'amiante de toutes manières pour fins commerciales et industrielles ;

Acquérir, louer ou posséder, à cette fin, les machines nécessaires ;

Acquérir, louer ou posséder le commerce, le stock et le réseau de lumière électrique appartenant à Joseph Poulin, l'un des requérants, aux prix et conditions qui pourraient être trouvés avantageux ;

Faire les affaires d'acheteurs, vendeurs et marchands en général des marchandises de toutes sortes et descriptions ;

Agir comme agents dans l'achat et la vente de marchandises, pour une commission ou toute autre considération légale ;

Imprimer, publier et distribuer des catalogues, circulaires, avis, cartes et autres moyens d'annonces et faire en général des affaires par ordre postal de toutes sortes de marchandises ;

Emprunter de l'argent de toutes personnes ou corporations en émettant des billets, des obligations, des débetures ou des actions privilégiées ;

Accepter des meubles et immeubles en paiement des dettes dues à la compagnie ou accepter en garantie du paiement de ces dettes, des hypothèques ou toutes autres garanties que la compagnie trouvera convenables ;

Acquérir l'actif et le passif de toutes personnes, sociétés ou compagnies, faisant le même genre d'affaires, les payer en actions acquittées, bons, débetures de la compagnie ou autrement ;

Emprunter ou hypothéquer tout ou partie des terrains ou propriétés immobilières de la compagnie ; transporter en garantie de tous emprunts, toutes hypothèques, ou autres droits ou garanties appartenant à la compagnie ou vendre et disposer de tous tels droits, hypothèques ou garanties ;

Faire tous les objets ou choses nécessaires ou en rapport en la mise en opération des pouvoirs

"Asbestonos Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and following and 5978 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1921, changing the name of the company "Dominion Asbestos and Spinning Co." incorporated by letters patent dated the 26th of April, 1918, under the name of "Dominion Asbestos and Spinning Co.", to that of "Asbestonos Co." for the following purposes :

To manufacture asbestos in all kinds of ways for commercial and industrial purposes ;

To acquire, lease or own, to such purpose, all necessary machinery ;

To acquire, lease or own the business, stock and electric lighting system belonging to Joseph Poulin, one of the petitioners, for such prices and upon such conditions as may be deemed advantageous ;

To carry on the business of buyers, sellers and general merchants of goods of every kind and description ;

To act as agents in the purchase and sale of goods, on commission or for other legal consideration ;

To print, publish and distribute catalogues, circulars, notices, cards and other advertising matter, and to carry on a general mail order business in all kinds of goods ;

To borrow moneys from persons or corporations by the issue of notes, bonds, debentures and preferred stock ;

To accept moveables and immoveables in payment of debts owed to the corporation, or accept as the security of such debts, hypothecs or other liens which the company may think fit ;

To acquire the assets and liabilities of any persons, firms or companies carrying on a similar business and to pay for same with paid up shares, bonds, debentures of the company or otherwise ;

To borrow or hypothecate, in whole or in part, the lands or immoveable property of the company ; to transfer as security for such loans, any hypothecs or other rights or securities, belonging to the company, or to sell or dispose of such rights, hypothecs or securities ;

To do all acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects,

ci-dessus donnés, y compris l'acquisition et la disposition de tels immeubles qui peuvent être requis pour les affaires de la compagnie, par et en vertu d'aucun titre quelconque ;

Acquérir, louer ou autrement posséder des mines, droits de mines, carrières de toutes espèces, et les exploiter, et faire toutes affaires concernant l'exploitation de ces mines ;

Acquérir tout autre pouvoir électrique, construire, faire l'installation de l'électricité pour l'éclairage des rues et des propriétés ou pour la distribution de la force motrice dans le township de Broughton ;

Acquérir, acheter par vente, ou échange ou autrement, de l'amiante sous toutes ses formes et tout autre minéral et métal que la compagnie jugera nécessaires ;

Concasser, carder, filer, tisser, tricoter et tresser l'amiante avec d'autres métaux ; fabriquer du drap sous toutes ses formes ainsi que des "Asbestos Break Lining Clothes" et des "Asbestos Packings and Tape Clothing and Straps" au moyen d'amiante et autres métaux ; acquérir, louer ou autrement posséder les machines nécessaires à cette fin, et d'une manière générale, avoir tous les pouvoirs nécessaires pour fabriquer, manufacturer et commercer les produits mentionnés et les produits accessoires ou similaires ;

Donner des actions libérées pour tous services rendus à la compagnie ou pour achat faits par la compagnie, avec un fonds social de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en mille quatre cent quatre-vingt-dix (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation est à East Broughton.

Et de plus lui accordant les pouvoirs additionnels suivants :

Acquérir tous les pouvoirs hydrauliques qu'il plaira à ladite compagnie dans les limites des comtés de Beauce et Mégantic ; d'acheter et posséder tous terrains nécessaires ou immeubles nécessaires à cette fin ; construire des usines pour développer l'énergie électrique desdits pouvoirs hydrauliques ; de mettre en opération lesdits pouvoirs électriques pour fins industrielles ou commerciales avec pouvoirs d'expropriation si nécessaires ; pour l'exploitation desdits pouvoirs hydrauliques ; l'expropriation ne devant cependant se faire ni s'exercer que conformément aux dispositions des art. 7287 et suivants des S.R.Q., 1909.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

2167

"McKeeman, Shaw, Limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, art. 5969 et suivant, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-neuvième jour de mai 1921, changeant le nom de "Frank-J. McKeeman, Limited", constituée en corporation par lettres patentes du trente et un août 1921, sous le nom de "Frank-J. McKeeman, Limited", en celui de "McKeeman, Shaw, Limited".

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, agents et fabricants d'automobiles, de pièces, attaches et accessoires d'automobiles, de pneus, articles de caoutchouc et cuir exportés et carrosseries d'autos, gazoline,

including the acquisition or disposal of such immovables as may be required for the company's business, by and in virtue of any title whatsoever ;

To acquire, lease or otherwise own mines, mining rights, quarries of all kinds, operate same and carry on all businesses respecting the exploitation of mines ;

To acquire any other electric power, construct, install electricity for the lighting of streets and property or for the distribution of motive power in the township of Broughton ;

To acquire, buy, through sale or exchange or otherwise asbestos in any shape or form and any other ore and metal which the company may think necessary ;

To crush, card, spin, weave, knit and interlace asbestos with other materials ; to manufacture cloth of all kinds, Asbestos break lining clothes and asbestos packing and tape clothing and straps with asbestos or other metals ; to acquire, lease or otherwise own the necessary machinery for such purpose and generally to have the necessary powers for making, manufacturing and dealing in all the abovementioned products and accessory or similar products ;

To give paid up shares for all services rendered to the company or purchases made for the company, with a capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will at East Broughton.

And granting it the following additional powers :

To acquire any hydraulic powers it may please the company to do so within the limits of the county of Beauce and Megantic ; to buy and own all lands or immovables necessary for the aforesaid purposes ; to construct plants for developing electric energy from the said hydraulic powers ; to operate the said hydraulic powers for industrial or commercial purposes with power to expropriate if necessary for the exploitation of the said hydraulic powers, such expropriation to be carried and exercised however in accordance with the provisions of art. 7287 and following of the Q.R.S., 1909, and not otherwise ;

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2168

"McKeeman, Shaw, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, articles 5969 and followings, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1921, changing the name of "Frank J. McKeeman, Limited", incorporated by letters patent, bearing date the thirty first day of August, 1920, under the name of "Frank J. McKeeman, Limited", to that of "McKeeman, Shaw, Limited", for the following purposes :

To carry on the business of importers, exporters, buyers, sellers agents and manufacturers of automobiles, automobile parts, fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobile tops and bodies, gasolene, kerosene, oils,

kérosène, huiles, graisses, lubrifiants, savons, composés, polis ainsi que tous effets, denrées, marchandises, outils, appareils et machines se rapportant directement ou indirectement à l'industrie automobile ;

Construire, exploiter et tenir des garages, entrepôts, ateliers de réparation, de machines, prises d'huile ainsi que toutes les sortes de commodités à l'usage des propriétaires et chauffeurs d'autos ;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer d'effets, denrées, marchandises, vivres, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute catégorie et description ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir, détenir, aliéner, louer et exploiter des brevets, licences, concessions, marques de commerce, franchises, procédés, devis ou privilèges industriels conférant aucun droit limité, exclusif ou non-exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra propre à servir à aucun des objets de la compagnie ;

Construire, acheter ou autrement acquérir, vendre, louer, utiliser et exploiter des terrains, fabriques, entrepôts, magasins, bâtisses, ateliers et autres facilités aux fins précitées, aucuns intérêts ou droits afférents ;

Acquérir, détenir, louer et utiliser, aliéner et transporter toutes propriétés réelles et personnelles qui peuvent être jugées utiles en rapport avec aucune industrie en opération que cette compagnie est autorisée à exécuter ;

Conduire aucune autre affaire ou entreprise que la compagnie croira propre à être économiquement ou convenablement conduite en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie ou susceptible, directement ou indirectement, de promouvoir les intérêts de la compagnie ;

Faire et émettre du capital entièrement libéré, des actions ou obligations de la compagnie, souscrites ou non, distribuer et livrer ce capital, ces actions ou obligations en paiement de biens fonciers ou personnels, de brevets ou autres droits, du commerce ou de l'achalandage de l'atelier ou des matériaux d'aucune espèce que la compagnie aura acquis ;

Payer les services rendus à la compagnie en vendant ou en souscrivant son capital, ses obligations ou autres valeurs soit en argent soit en capital libéré, ou partie en argent partie en capital libéré ;

Acquérir, détenir, trafiquer et disposer d'actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont aucun des pouvoirs sont de la nature de ceux de la corporation, ou s'amalgamer, avec aucune telle compagnie ;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement aussi prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

Acquérir, détenir, utiliser et exploiter, comme firme active, l'achalandage, l'industrie manufacturière et l'entreprise de Frank-James McKeeman et Frank-George Philips, faisant présentement affaires dans la cité d'Outremont, district de Montréal, sous le nom de "Mac Specialty Co.", assumer aussi la totalité ou aucune partie du passif ou des obligations desdits Frank-James

greases, lubricants, soaps and compounds, polishes and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry ;

To construct, operate and maintain garages, storage warehouses, repair shops, machine shops, automobile service stations and all sorts of facilities for the owners and users of automobiles ;

To manufacture, import, export, buy, sell, and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools supplies and materials of every kind and description ;

To apply for, purchase or otherwise acquire, hold, alienate, lease and operate any patents, licenses, concessions, trade marks, franchises, manufacturing processes, devices or privileges conferring any exclusive or non exclusive or limited rights to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company ;

To construct, purchase or otherwise acquire, sell, lease, use and operate lands, manufactories, warehouses, stores, buildings, plants and other facilities for the purpose aforesaid, and any interests or rights connected therewith ;

To acquire, hold, lease and use, alienate and convey all property real or personal that may be deemed useful in connection with any business or operation which the company is authorized to carry on ;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business or calculated directly or indirectly to advance the company's interests ;

To make and issue fully paid up stock, shares or bonds of the company, whether subscribed for or not, and allot and hand over such stock, shares or bonds in payment for property real or personal, patent or other rights, business or goodwill thereof, plant or materials of any kind acquired by the company ;

To pay for the services rendered to the company in selling or underwriting its stock, bonds or other securities either in cash or in paid up stock or partly in cash and partly in paid up stock ;

To acquire, hold, deal with and dispose of shares, bonds or other securities of any other company any of whose powers are within the scope of those of the company, or to amalgamate with any such company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operations, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company ;

To acquire, hold, use and operate as a going concern the goodwill, manufacturing business and undertaking of Frank-James McKeeman and Frank-George Philips at present trading in the city of Outremont, district of Montreal, under the name of Mac Specialty Co., and to undertake the whole or any part of the liabilities or engagements of the said Frank James

McKeeman et Frank-George Philips, et payer ladite industrie en argent, en actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, acquérir aussi, détenir, utiliser, exploiter de façon analogue aucune entreprise d'aucune firme, compagnie ou personne, semblable en tout ou en partie à celles de la présente compagnie ;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable, et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont l'un des objets compète à la compagnie ;

Solder avec les deniers corporatifs les frais et dépens occasionnés par la formation et l'organisation de la compagnie ;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées aux fins précitées ou à aucune d'icelles ;

Et il est présentement déclaré que les objets spécifiés dans chacun desdits paragraphes ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'icelui, avec un fonds social total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00), chacune.

Le siège social de la compagnie, est à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2169 ALEXANDRE DESMEULES;

McKeeman and Frank-George Philips and to pay for the said business in cash, shares, bonds or other securities of the company or otherwise ; and to acquire, hold, use and operate in the same manner any undertaking of any firm, company or individual, similar in whole or in part to those of the present company ;

To sell or dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company any of whose objects are within the scope of the company ;

To pay for the costs and expenses incurred in the formation and organisation of the company with the money of the company ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them ;

And it is hereby declared that the objects specified in each of the said paragraphs shall in no wise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs, with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company is at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
2170 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sanatorium Prévost, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1921, constituant en corporation : Albert Prévost, Charles-Antoine Langlois, Edgar Langlois, tous trois médecins, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, construire, louer et exploiter des sanatoriums, hopitaux, maisons de traitements, de cure, de santé et de repos, et tous les accessoires ;

Engager ou s'assurer la coopération des personnes qualifiées et du personnel des gardes-malades, préparer les gardes-malades, leur enseigner tout de qu'elles doivent savoir, les qualifier et leur accorder des diplômes comme telles après stage, examen et preuve de compétence à la satisfaction de trois des médecins qualifiés dirigeant l'institution, ou d'adjoints choisis par elle ;

Acquérir, construire, louer, utiliser et exploiter des biens meubles ou immeubles à ces fins et en disposer par vente ou échange, les remplacer ou déplacer, et payer en argent, en biens meubles ou immeubles, ou en actions acquittées de cette compagnie ;

Acquérir ou louer des commerces, exploitations ou organisations similaires ou accessoires et utiles, des achalandages et des franchises de toutes personnes, sociétés ou compagnies et les payer en argent, en biens meubles ou immeubles ou en actions acquittées de cette compagnie ;

Acquérir ou louer et exploiter spécialement et suivant convention intervenue à cet effet les biens meubles et immeubles, le nom et l'achalandage du sanatorium Prévost fondé et opéré par le Docteur Albert Prévost à Cartierville, cité de Montréal, et les payer, en tout ou en partie en argent, en biens meubles ou immeubles, en

"Sanatorium Prévost, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1921, incorporating : Albert Prévost, Charles-Antoine Langlois, Edgar Langlois, all three physicians, of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire, construct, lease and operate sanatoriums, hospitals, institutions for treatment, cure health and rest, and any accessories ;

To engage or be assured of the cooperation of qualified persons and a staff of nurses, prepare nurses, teach them all they should know, qualify and grant them diplomas as such after a period of training, examination and proof of competency to the satisfaction of three of the qualified physicians directing the institution, or associates chosen by it ;

To acquire, construct, lease, utilize and exploit moveable or immoveable property for such purposes and dispose thereof by sale or exchange, replace or remove same, and pay for such in cash, moveable or immoveable property or paid up shares of the company ;

To acquire or lease any businesses, exploitation or organisations similar or accessory and useful, goodwill and franchises of any persons, firms or companies, and pay for same in cash, moveable or immoveable property or paid up shares of the company ;

To acquire or lease and especially operate and in accordance with agreement made for such purpose the moveable and immoveable property name and goodwill of the Sanatorium Prévost founded and operated by Docter Albert Prévost, at Cartierville, city of Montreal, and pay for same, in whole or in part, with cash, moveable or

obligations, en bons, ou en actions acquittées de cette compagnie ;

Emettre des bons ou débetures portant hypothèque sur tout ou partie des biens meubles ou immeubles de la compagnie ;

Prendre des garanties, gages ou hypothèques et acquitter ou décharger avec ou sans paiement et faire des compromis, le tout dans l'intérêt de la compagnie ;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre personne, société ou compagnie ayant des commerces, objets ou connaissances similaires ;

Contracter des emprunts et donner en garantie par gage, hypothèque ou autre manière légale les biens meubles ou immeubles de la compagnie, ou en garantir le remboursement de telle manière qui pourra être déterminée par le bureau de direction ;

Classifier les actions de la compagnie suivant qu'il sera jugé à propos par le Conseil d'administration de la compagnie et suivant la loi ;

Payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie des salaires ou commissions pour faire souscrire des actions dans la compagnie ;

Emettre, signer, endosser ou accepter tous billets, chèques, traites ou autres effets négociables ou non négociables ;

Faire toutes autres choses nécessaires ou utiles en rapport avec les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs légaux nécessaires ou utiles à ces fins, sous le nom de "Sanatorium Prévost Incorporé", avec un capital total de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2171 ALEXANDRE DESMEULES.

**" Produits Sphinx, Limitée—Sphinx
Products, Limited "**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patente en date du dix-huitième jour de mai 1921, constituant en corporation : Armand Therriault, machiniste ; Joseph-Ludger Gagnon, médecin ; et Jean-Charles Harvey, publiciste, tous trois de la ville de Montmagny, dans les buts suivants :

Manufacturer et transformer les cuirs et autres substances en marchandises et en articles de toutes variétés, les rendre imperméables et impénétrables ; faire le commerce de ces produits ;

Faire le commerce d'importation et d'exportation, en gros et en détail, à titre de principal ou d'agent ;

Demander, acheter, ou acquérir autrement, et exploiter, céder et transporter des brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions, procédés secrets ou inventions et choses de même nature ;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, des immeubles, établissements, ateliers, entrepôts et autres édifices ainsi que des biens mobiliers de toutes espèces, en disposer à volonté ;

Manufacturer, acheter, détenir, vendre, louer, mettre en service et céder, des machineries, matériel, outils, instruments, installations, denrées, inventions, appareils et choses de toutes sortes ;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des industrie, propriété, actif et passif, de toutes personnes ou compagnies exerçant une industrie quelconque ;

immoveable property, bonds, debentures or paid up shares of the company ;

To issue bonds or debentures bearing hypothec on the whole or part of the moveable or immoveable property of the company ;

To take securities, pledges or hypothecs and pay off or release from debt without payment and make compromises, the whole in the interest of the company ;

To consolidate or amalgamate with any other person, firm or company having any similar businesses, objects or knowledge ;

To contract loans and give as security by pledge, hypothec or other legal manner the moveable or immoveable property of the company, or guarantee the redemption thereof in such manner as may be determined by the board of directors ;

To classify the shares of the company according as may be deemed fit by the board of management of the company and according to law ;

To pay the salaries or commissions for underwriting shares of the company with cash or paid up shares of the company ;

To issue, sign, endorse or accept any notes, cheques, drafts or other negotiable or non negotiable instruments ;

To do any other things necessary or useful in connection with the purposes of the company and exercise any legal powers necessary or useful for such purposes, under the name of "Sanatorium Prévost Incorporé", with a capital stock of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
2172 Acting Assistant Provincial Secretary.

**" Produits Sphinx, Limitée—Sphinx
Products, Limited "**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1921, incorporating : Armand Therriault, machinist ; Joseph-Ludger Gagnon, physician and Jean-Charles Harvey, publicist, all three of the town of Montmagny, for the following purposes :

To manufacture and transform leather and other substances in merchandise and goods of any variety, make them waterproof and impermeable ; to deal in such products ;

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters, as principal or agent ;

To apply for, buy or otherwise acquire and exploit, assign and transfer patents, trade marks, licenses, concessions, secret processes or inventions and things of a like nature ;

To acquire under any title whatever, plants, shops, warehouses and other buildings together with moveable property of every kind and to dispose thereof at will ;

To manufacture buy, hold, sell, lease, put into service and assign machinery, equipment, tools, instruments, goods, inventions, apparatuses and things of every kind ;

To acquire or take over the whole or any part whatever of the business, property, assets and liabilities of any persons or companies carrying on any business whatever ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toutes personnes ou compagnies exerçant ou engagées dans une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre ou toute industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions, des valeurs de toutes compagnies semblables et les vendre, les détenir, les réemettre avec ou sans garantie ou en disposer autrement ;

Faire toutes les choses ci-dessus en qualité de principal ou d'agent, ou en société, ou conjointement avec toute autre personne, maison, association ou corporation, et exercer toutes autres industries accessoires ou reliées à l'industrie que la présente compagnie pourra exercer convenablement en même temps que les opérations ou les objets ci-dessus ou de nature à accroître la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables pour le commun ;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, pour le tout ou pour partie seulement, au moyen d'actions libérées de la compagnie ;

Emettre, conformément à la loi, des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et somme jugés convenables ;

Hypothéquer et donner en garantie les immeubles et les biens meubles de la compagnie, pour assurer le paiement de tels bons, obligations, ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie sous le nom de "Produits Sphinx, Limitée—Sphinx Products, Limited", avec un capital total de cent quarante-neuf mille piastres (\$149,000.00), divisé en mille quatre-vingt-dix actions (1490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montmagny, dans le district de Montmagny.

Daté du bu eau du secrétaire de a province, ce dix-huitième jour de mai, 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2173

C.-J. SIMARD.

To enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transaction which the present company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the present company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist such persons or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such companies and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal with the same ;

To do all the above things as principal or agent, or in partnership or jointly with any other person, firm, association or corporation and to carry on any other businesses incidental or germane to the business which the present company may conveniently carry on at the same time as the above operations or objects or calculated to enhance the value or render profitable the company's property or rights for their common benefit ;

To pay for any services rendered to the company or required by the company, or for any acquisition of the company, in whole or in part only, by way of paid up shares of the company ;

To issue, in accordance with law, bonds, debentures or other securities of the company or sell the same for such price and at such sums as may be deemed fit ;

To hypothecate and pledge the immoveables and moveables of the company, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities and of any loans of money made for the company's purposes, under the name of "Produits Sphinx, Limitée—Sphinx Products, Limited", with a total capital stock of one hundred and forty nine thousand dollars (\$149,000.00), divided into one thousand four hundred and ninety (1490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montmagny, in the district of Montmagny.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1921.

C.-J. MARD,

2174

Assistant Provincial Secretary.

"Moulins Océan, Limitée"—Ocean Mills, Limited".

"Moulins Océan, Limitée—Ocean Mills, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1921, constituant en corporation : Ovide Lefebvre, industriel ; Edouard Lefebvre, gérant ; Aimé Lefebvre, comptable, tous trois de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de manufacturiers d'empois, poudre à pâte, farine, borax, glucose, soda à pâte et autres produits et acheter, vendre, et moudre toutes sortes de grains ;

Manufacturer, acheter, arrenter ou autrement acquérir tous les appareils, machines et outils nécessaires ou utiles dans l'industrie de la compagnie et les vendre, arrenter ou autrement en disposer ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie, jugera convenable d'être avantageusement exercée par rapport à l'industrie ou au commerce et aux fins de la com-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1921, incorporating : Ovide Lefebvre, manufacturer, Edouard Lefebvre, manager, Aimé Lefebvre, accountant, all three of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of starch, baking powder, flour, borax, glucose, baking soda and other products, and purchase, sell and grind any kind of grain ;

To manufacture, purchase, rent or otherwise acquire any apparatus, machinery and equipment necessary or useful for the business of the company, and sell, rent or otherwise dispose thereof ;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, that the company may deem suitable to be advantageously carried on in connection with the industry or business and pur-

pagne, ou qui paraîtra de nature à favoriser les objets de la compagnie ;

Acquérir, acheter et prendre comme industrie active la propriété, l'entreprise, l'achalandage, les valeurs et les engagements de la société O. Lefebvre & Fils, faisant affaires dans la cité de Montréal, sous le nom de Moulin Océan, en qualité de manufacturier d'empois, de poudre à pâte et autres produits, pour et moyennant le prix qui pourra être déterminé et en payer le prix en deniers comptants, billets à ordre, obligations ou autres valeurs, ou en actions dans le capital de la compagnie, telles parts devant être émises et distribuées, et devenant de facto complètement acquittées et non cotisables ;

Acquérir et prendre à son nom comme industrie active, le commerce ou l'industrie actif et passif, de toute autre personne ou compagnie engagée dans une industrie semblable à celle de la présente compagnie qui sera jugée utile et avantageuse pour les fins de la présente compagnie ; et acheter, prendre à son nom, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, usines, machineries et outillages qui pourraient être utiles ou nécessaires aux fins de la compagnie ;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et posséder des actions et valeurs de toute personne, compagnie ou compagnies exerçant une industrie semblable ou non à celle que la présente compagnie exercera ;

Émettre et répartir comme acquittées, des actions du capital actions de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat de toute propriété mobilière ou immobilière, brevets, droits de brevets, actions ou autres valeurs de toute autre personne ou compagnie, et dont la présente compagnie pourrait avoir besoin, et recevoir des parts du capital actions d'autres compagnies ou autres valeurs de toute autre personne, en paiement de toute propriété ou propriétés ou droits dont la présente compagnie pourra disposer ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement de la totalité ou d'une partie des objets ci-dessus mentionnés, ou s'y rattachant ou qui seraient utiles ou avantageuses pour le commerce, la production ou le bénéfice de la compagnie sous le nom de "Moulins Océan, Limitée—Ocean Mills, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province.
2175 ALEXANDRE DESMEULES.

poses of the company or that may appear of a nature to favor the objects of the company ;

To acquire, purchase and take over as a going concern the property, undertaking, goodwill, securities and obligations of the firm of O. Lefebvre & Fils, carrying on business in the city of Montreal under the name of Moulin Océan, as manufacturers of starch, baking powder and other products, for and in consideration of the price that may be determined, and pay for same in cash, promissory, notes, bonds or other securities, or shares of the capital of the company, such shares to be issued and distributed and becoming de facto fully paid up and non assessable ;

To acquire and take over under its own name, as a going concern the business or industry, assets and liabilities of any other person or company engaged in any similar industry to that of the present company that may be deemed useful and advantageous for the purposes of the company ; and purchase, take over under its own name, lease or otherwise acquire any moveable or immovable property, workshops, machinery and equipment that may be useful or necessary for the purposes of the company ;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold shares and securities of any person, company or companies carrying on any similar industry or otherwise to that which the present company will carry on ;

To issue and allot as paid up shares of the capital stock of the company in full or part, payment for the purchase price of any moveable or immovable property, brevets, patent rights, shares or other securities of any other person or company, and which the present company may need, and receive shares of the capital stock of other companies or other securities of any other person in payment for any property or properties or rights which the present company may dispose of ;

To do everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of the whole or part of the hereinabove mentioned objects or relating thereto or that may be useful or advantageous for the business, production or benefit of the company, under the name of "Moulins Océan, Limitée—Ocean Mills, Limited", with a capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
2176 Acting Assistant Provincial Secretary.

" Bourque Window Dressing & Supply, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour de mai 1921, constituant en corporation : Demoiselle Bibiane Picotte, commis, fille majeure usant de ses droits ; Eugène Ponton, pharmacien ; Raoul Dufresne, agent ; Georges-Etienne Coté, agent ; Melle Claire Fontaine, sténographe, fille majeure et usant de ses droits, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Pour assumer à titre de firme active, tous les droits, l'actif ainsi que le passif, et les obligations

" Bourque Window Dressing & Supply, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1921, incorporating : Miss Bibiane Picotte, clerk, spinster in the exercise of her rights, Eugène Bonton, druggist, Raoul Dufresne, agent, Georges Etienne Coté, agent, Miss Claire Fontaine, stenographer, spinster in the exercise of her rights, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To take over as a going concern all the rights, assets, liabilities and obligations of the business

du commerce actuellement exercé par M. Jos. Bourque des cité et district de Montréal, comme étalagiste pour tous les genres de commerce. Le tout en échange d'actions libérées dans la compagnie postulante en incorporation, selon la valeur en équité du dit commerce ;

Faire le commerce et exercer l'industrie d'étalagiste pour tous genres de commerce et acheter, vendre, échanger et disposer de toutes les fournitures et objets nécessaires aux fins de la dite compagnie ;

Acquérir par achat, option, bail, concessions, licence, tout autre titre des terrains des propriétés mobilières ou immobilières, des pouvoirs, privilèges aux fins de commerce et de l'industrie ci-dessus et les louer, grever, les hypothéquer, les vendre, les transporter, en disposer ou en faire le commerce autrement en tout ou en partie ou tout intérêt s'y rattachant, et les payer en argent ou en actions libérées ou obligations de la compagnie postulante en incorporation ou des deux façons ;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie et payer telle union en argent ou en actions ou en obligation de la présente compagnie ou des deux façons ; conclure des conventions pour partage de profits et l'achalandage de toute autre compagnie exerçant une industrie semblable et acquérir, posséder et vendre des actions ou autres valeurs de telles compagnies et en disposer ;

Payer toutes les dépenses en rapport à la formation de la compagnie et pour services rendus par les promoteurs ou autres, soit en argent ou en actions acquittées de la compagnie ou des deux façons, suivant la décision des directeurs, sous le nom de "Bourque Window Dressing & Supply, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-et unième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2177

C.-J. SIMARD.

actually carried on by Mr. Jos. Bourque, of the city and district of Montreal, as window dresser for any kind of business. The whole in exchange for paid up shares of the projected company, according to the value in equity of the said business ;

To carry on the business and exercise the industry of window dresser for any kind of business and purchase, sell, exchange and dispose of any supplies and objects necessary for the purposes of the said company ;

To acquire by purchase, option, lease, concession, license or any other title moveable or immoveable land and property, powers, privileges for the purposes of the hereabove business and industry, and lease, pledge, hypothecate, sell, transfer, dispose of or otherwise deal with same, in whole or in part or any interest therein, and pay for same in cash or paid up shares or bonds of the projected company or in both ways ;

To join with any other company having similar objects to those of the present company and pay for such union in cash or shares or bonds of the present company or in both ways ; to enter into agreements for the sharing of profits and goodwill of any other company carrying on a similar industry, and acquire, hold and sell shares or other securities of such companies and dispose thereof ;

To pay for any expenses in connection with the formation of the company and for services rendered by the promoters or others either in cash or paid up shares of the company or in both ways according to the decision of the directors, under the name of "Bourque Window Dressing & Supply, Limited", with a capital stock of forty five thousand dollar (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

2178

Assistant Provincial Secretary.

" Compagnie des Habitations de Québec— Quebec Housing Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1921, constituant en corporation : l'honorable Adélard Turgeon, C. R., président du Conseil législatif ; M.-J. Mooney, M. D., et Frank Byrne, marchands de bois, tous de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir des terrains dans les ou près des limites d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables munies d'améliorations convenables, et destinées à être louées à des prix modérés conformément aux dispositions de la loi 4 Georges V, chapitre 47, "Loi pour aider à la construction des maisons d'habitations, dans les cités, villes ou villages", et ses amendements ;

Bénéficier de la loi 9 Georges V, chapitre 10, sous le nom de "Compagnie des Habitations de Québec—Quebec Housing Co." avec un capital total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille (\$199,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-

" Compagnie des Habitations de Québec— Quebec Housing Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1921, incorporating : the Honourable Adélard Turgeon, K. C., president of the Legislative Council ; M.-J. Mooney, M. D., and Frank Byrne, lumber merchants, all of Quebec, for the following purposes :

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality of the Province of Quebec, and erect upon such lands dwelling houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements, and intended to be let at a moderate price in accordance with the provisions of the act 4 George V, chapter 47, "An act to assist in the construction of dwelling houses, in the cities, towns or villages" and amendments thereto ;

To take advantage of the act 9 George V, chapter 10, under the name of "Compagnie des Habitations de Québec—Quebec Housing Co", with a total capital stock of one hundred and ninety nine thousand dollars (\$199,000.00), divi-

vingt-dix, (1,990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2181 ALEXANDRE DESMEULES.

ded into one thousand nine hundred and ninety (1,990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1921.

ALEXANDRE DESMEULES,
2182 Acting Assistant Provincial Secretary.

" Duval, Limited—Duval, Limitée "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mai 1921, constituant en corporation : Paul-P. Roy, marchand ; Philippe Monette, avocat ; Joseph Dupuis, cultivateur rentier ; tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre des effets, denrées et marchandises d'aucune espèce et promouvoir, assumer, organiser, administrer, développer aucune affaire, corporation, compagnie et entreprise et reconnue principaux, agents ou facteurs ;

Enregistrer, louer, acquérir, exploiter, céder, aliéner, en vertu d'aucun titre et d'aucune manière quelconque toutes patentes, les marques et étiquettes commerciales, procédés, permis, les autres droits et privilèges de même nature enregistrés ou non enregistrés en Canada ou ailleurs, aussi utiliser, employer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir les droits et privilèges précités ;

De temps à autre, solliciter, acquérir et exercer, exécuter et se prévaloir de statuts, ordonnances, ordres, licences, pouvoirs, autorités, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, pouvoir suprême, municipal, local, aucune corporation, aucun autre corps public peut mettre en vigueur ;

Etre partie à aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concessions réciproques ou à d'autres arrangements avec aucune personne ou compagnie se livrant à, exerçant aucun commerce, sur le point d'entreprendre aucun commerce ou genre d'affaires qui paraîtra directement ou indirectement profitable à la présente compagnie ;

Aider financièrement ou d'aucune autre manière aucune personne ou compagnie avec ou dans laquelle la présente corporation peut être financièrement intéressée ou avoir des relations d'affaires, agir aussi comme employé, agent ou gérant de cette compagnie ou société commerciale ;

Acquérir, prendre à bail, louer ou autrement faire l'acquisition d'aucune propriété foncière et personnelle, la vendre, améliorer, administrer, développer, aliéner, selon que la présente compagnie le croira nécessaire, désirable ou avantageux ;

Examiner et apurer les comptes de sociétés financières et mercantiles, auditer régulièrement les comptes corporatifs et préparer les bilans de firmes, corporations ou personnes. Faire enquête et rapport sur les comptes et la situation financière des corporations, sociétés et personnes pour rendre plus facile aux institutions financières ou personnes la tâche de faire des contrats avec, d'accorder du crédit à, ces corporations, firmes ou personnes, faire aussi ces enquêtes et rapports pour

" Duval, Limited—Daval, Limitée "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty seventh day of May, 1921, incorporating : Paul-P. Roy, merchant ; Philippe Monette, lawyer ; Joseph Dupuis, retired farmer ; all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, import, export, buy, sell, goods, wares and merchandise of any kind and promote, undertake, organise, manage, develop, any business corporation company or undertaking and that as principals, agents or brokers ;

To register, lease, acquire, exploit, assign, dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents, trade marks and brands, processes, permit and other rights and privileges of a like nature registered or unregistered in Canada or elsewhere, and utilize, employ, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the rights and privileges aforesaid ;

From time to time, to make application, to acquire and exercise put into execution and avail itself of any statute, ordinance, order, license, power, authority concession, right or privilege that any government or authority supreme, municipal or local or any corporation or other public body may have the power to put into force ;

To take part in any arrangement for the sharing of profits, union of interest, cooperation, common risks, reciprocal concessions or other things with any person or company engaged on or carrying on business or about to do so in any trade or transactions which may seem directly or indirectly profitable to the present company ;

To assist financially or in any other manner any person or company with which or in which the present company may be financially interested or may have business relations and to act as employee, agent or manager of such company or business firm ;

To acquire, lease, hire or otherwise make the acquisition of any real and personal property, to sell improve, manage develop, dispose of same as the present company may deem necessary or desirable and profitable ;

To make examinations and inspections of the accounts of financial and mercantile business, the regular auditing of company accounts and the preparation of statements of affairs of firms, corporations or individuals. To make examinations of and reports upon the accounts and financial conditions of corporations, co-partnerships and individuals to facilitate financial institutions or individuals in making contracts with or extending credit to such corporations, firms or

l'usage et l'information d'aucunes personnes, firmes ou corporations ;

Etre agents d'encaissement de comptes, traites, billets, obligations et réclamations d'aucune sorte, agir aussi en qualité d'agent d'aucune compagnie d'assurance ;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou aucune partie quelconque de l'intégralité de la propriété, de l'actif, des entreprises et de l'achalandage de la compagnie, considérée ou non comme affaire exploitée, accepter en paiement ou comme considération les actions, obligations ou autres titres d'aucunes autres compagnies ou aucune autre considération quelconque ;

Faire tous paiements quelconques soit avec des actions de la compagnie émises et réparties comme entièrement ou partiellement acquittées soit avec ses obligations ou autres valeurs ainsi attribuées, à un prix estimé convenable ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes ou aucune d'icelles soit seuls soit avec d'autres, comme procureurs, représentants ou courtiers ;

Les pouvoirs mentionnés dans aucun paragraphe des présentes ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'iceux, sous le nom de "Duval, Limited—Duval, Limitée", avec un fonds social total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2185 C.-J. SIMARD.

individuals and also to make such examinations and reports for the use and informations of any individuals, firms or corporations ;

To act as agent for the collection of accounts, drafts, notes, mortgages and claims of any kind and also act as agent for any insurance company ;

To sell, lease or otherwise alienate the whole or any part whatever of the whole of the property, assets, undertakings and goodwill of the company considered or not as a going concern and to accept as the price or consideration thereof the shares, bonds or other securities of any other companies of any other consideration whatever ;

To make any payments whatever either with shares of the company issued and allotted as fully or partly paid up either with its bonds, or other securities thus assigned at a price deemed convenient ;

To do all and any of the things hereby authorized either alone or jointly with others or as agents, representatives or brokers ;

The powers mentioned in any paragraph hereof are in nowise limited or restricted by induction or deduction from the terms of any other paragraph, under the name of the "Duval, Limited—Duval, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2186 Assistant Provincial Secretary.

" Art Garment Company, Limited "

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour de mai 1921, constituant en corporation : Saul Tritt, avocat ; Nicholas Swan, comptable ; Miss Edna Urquhart, secrétaire, tous de la cité et du district de Montréal, aux fins suivantes :

Acquérir et assumer, à titre de firme en opération, le commerce actuellement exercé au No 225 de la rue Bleury, sous les nom et raison sociale de "Art Garment Company", vendre aussi la totalité ou aucune partie de l'actif, de l'achalandage et du passif des propriétaires de ce commerce et s'y rattachant, et pour cela, assumer les contrats par eux passés, leur donner effet, avec ou sans modification ; les payer entièrement ou partiellement en argent ou en actions complètement libérées ;

Faire affaires de toutes manières comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands en gros et au détail de tissus de toute sorte, habilleurs, modistes, couturiers, tailleurs, fourreurs, merciers, bonnetiers, merciers des soies, gantiers, passementiers, poseurs de plumes, fabricants, importateurs, exportateurs, négociants d'effets et articles d'usage personnel et domestique, de consommation, et généralement de tous objets, matériaux, provisions et denrées manufacturés ;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou propre directement ou

" Art Garment Company, Limited "

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1921, incorporating : Saul Tritt, advocate ; Nicholas Swan, accountant ; Miss Edna Urquhart, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the business now carried on at 225 Bleury street, under the firm name and style of "Art Garment Company, and sell or any of the assets, goodwill and liabilities of the proprietors of that business in connection therewith and with a view thereto to take over the agreements entered into by them and to carry the same into effect with or without modification ; and to pay for the same wholly or partly in cash or in fully paid up shares ;

To carry on in all its branches the business of manufacturers, importers, exporters, and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds, outfitters, milliners, dress makers, tailors, furriers, haberdashers, hosiers, silk mercers, glovers, lace manufacturers, feather dressers and manufacturers, importers, exporters, and dealers in other articles and commodities of personal and household use and consumption and generally of and in all manufactures goods, materials, provisions and produce ;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated

indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, assumer la totalité ou aucune partie de l'entreprise, du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun commerce semblable à celui que la présente compagnie est autorisée à exercer, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions ou avec d'autres valeurs de la compagnie entièrement ou partiellement libérées, et, avec l'approbation des actionnaires, payer de la même manière les services rendus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation, soit dans la gestion de ses affaires, ou autrement ;

Conclure un arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'amalgamation, à la consolidation, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, aux concessions réciproques, à l'administration des affaires corporatives, ou d'autres arrangements de même nature avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce semblable à celui de la compagnie, prendre les moyens et procédures, faire toutes affaires et choses qui pourront être nécessaires ou avantageux à l'exécution de ces conventions ou d'aucune d'icelles ;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation, ou par une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie pourra se trouver en relations d'affaires ;

Acquérir, détenir et aliéner des actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par aucune personne, société ou corporation exerçant un commerce semblable ;

Acheter, louer ou autrement acquérir de la propriété mobilière ou immobilière, foncière ou personnelle d'aucune espèce et nature ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ;

Louer, vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix aux termes et conditions que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en nature aucune propriété de la compagnie, et particulièrement des actions, débentures ou autres valeurs d'aucunes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut disposer ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou en une autre qualité, et soit seuls soit conjointement avec d'autres ;

directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the company wholly or partly paid-up, and, with the approval of the shareholders, to pay in like manner for any services rendered to the company, whether in connection with its organization or the conduct of its business or otherwise ;

To enter into any agreement for sharing of profits, amalgamation, consolidation, or union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession, management of the affairs of the company or other arrangements of a like nature, with any person or company carrying on or about to carry any business similar to that of the company, and to take all such steps and proceedings, and to do all such matters and things as may be necessary or expedient to carry out and give effect to such agreements or any of them ;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any person, company or corporation carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any person or persons with whom the company may have business relations ;

To acquire, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any person, firm or corporation carrying on a similar business ;

To purchase, lease or otherwise acquire movable or immovable, real or personal property of any kind and nature ;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks or patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or turn to account the property, rights or information so acquired ;

To lease, sell, or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration or upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities which the company may have power to dispose of ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables ;
 Limiter ou augmenter le montant à être emprunté ;

Généralement faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Art Garment Company, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

2187

C.-J. SIMARD.

To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, and other negotiable or transferable instruments ;

To limit or increase the amount to be borrowed ;

Generally to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Art Garment Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

2188

" L'Agence Agricole, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1921, constituant en corporation : Joseph-C. Hébert, notaire ; François Letarte, comptable ; Joseph-T. Fortin, agent d'assurances, et Donat Demers, étudiant en notariat, tous de la ville de Montmagny, et Amédée Voyer, comptable, de la ville de Québec, dans les buts suivants :

Fabriquer, vendre en gros et au détail, acheter et importer, exporter des véhicules automobiles, tracteurs, instruments aratoires et des moteurs de toutes espèces ainsi que les accessoires et aussi tous instruments ou machines agricoles ou autres ;

Faire la fabrication et la vente des constructions rurales ainsi que des fournitures et installations propres à développer et activer le progrès agricole ;

Exercer l'industrie de l'exploitation des carrières, des mines et de la métallurgie, être manufacturiers, commerçants de chaux, ciment, sable gravier, poterie, pierre ainsi que de leurs produits, aussi de tous les composés en lesquels on peut convertir lesdits articles et matériaux à la confection desquels ils entrent ou servent y compris les engrais chimiques de toute nature et agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et commerçants en semblables matières ;

Le commerce actuellement exercé à Québec par la compagnie "A.-L. Gareau Incorporé", ainsi que partie ou la totalité de l'actif et du passif de ladite compagnie et se rattachant à son dit commerce et les payer en argent et aussi en actions de la compagnie ou autrement ;

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, acheter, vendre et trafiquer de toutes espèces et catégories d'effets concernant les agriculteurs ou les choses agricoles, tous articles et fournitures qui y ont rapport ; manufacturer, acheter, vendre, louer, importer, exporter et trafiquer des machines de toutes sortes ayant rapport soit à l'agriculture soit à l'industrie ;

Ouvrir et tenir des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs ainsi que toutes catégories de postes commerciaux ou se transigeront les affaires de la compagnie ;

Prendre des agences pour aucune corporation, société ou personne exerçant un genre d'affaires connexe à aucun des objets de la présente compagnie ;

" L'Agence Agricole, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May 1921, incorporating : Joseph-C. Hébert, notary ; François Letarte, accountant ; Joseph-T. Fortin, insurance agent ; and Donat Demers, student at law ; all of the city of Montmagny, and Amédée Voyer, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To manufacture, sell wholesale and retail, buy, import and export motor vehicles, tractors, farm implements and motors of every kind and the accessories thereof and also all agricultural or other implements or machinery ;

To manufacture and sell rural constructions and the furniture and equipment suitable for the development and the advancement of agricultural progress ;

To carry on the business of quarrymen miners, and metallurgists, manufacturers, dealers in lime, cement, sand, gravel, earthenware, stone and the products thereof, as well as the compounds of the said articles and materials, including chemical fertilizers of every kind and to act as agents for manufacturers, producers and dealers in like products ;

The business presently carried on at Quebec by the company "A.-L. Gareau, Incorporée", together with the whole or part of the assets, liabilities of the said company or connected therewith and to pay for the same in cash and paid of shares of the company or otherwise ;

To carry on the business of importers, exporters, wholesale and retail merchants, buy, sell and deal in all kinds and species of goods respecting farmers or agriculture, any articles and equipment incidental thereto ; manufacture, buy, sell, lease, import, export, and deal in machinery of all kinds related to either to agriculture or to the industry ;

To open and keep branches, factories, warehouses, stores, shops, private agencies, trading posts, and all kinds of commercial posts where the business of the company will be carried on ;

To take agencies for any corporation, firm or person carrying any kind of business germane to any of the objects of the present company ;

Solliciter et acquérir, à certaines conditions, des brevets d'invention, droits brevetés, concessions, licences, marques de commerce, droits reproduction ou autres privilèges ou avantages de même nature, pour toute affaire, article ou objet de fabrication ou convenant à l'industrie de la compagnie, les faire valoir en les livrant à l'industrie ou à l'exploitation en accordant des permis à leur sujet ou autrement ;

Acquérir, acheter, prendre ou céder à bail, vendre, échanger ou aliéner d'aucune manière de la propriété immobilière ou foncière que la présente compagnie jugera nécessaire ou utile à l'exercice de son commerce ;

Faire avec les gouvernements ou pouvoirs municipaux, locaux ou autres, toutes conventions paraissant appropriées aux objets de la compagnie et obtenir de tels pouvoirs les droits, privilèges et concessions qu'on croira désirable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer à ces conventions, droits, privilèges ou concessions ;

Exercer tout autre commerce soit en rapport avec la vente en gros ou au détail, l'immeuble, l'industrie ou autre que la compagnie croira propre à être exercé avec avantage conjointement avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits ou entreprises de la compagnie ou de les rendre profitable aux fins qu'elle se propose ;

Acquérir, posséder, louer et exploiter les usines, entreprises ou exploitations, en tout ou en partie, de toute personne ou corporation faisant ou autorisées à faire toute affaire se rapportant aux fins de la compagnie, et acquérir et posséder le stock ou les bons, débetures ou toute autre valeur de toute corporation ayant le pouvoir de faire toute affaire du même genre ;

Exercer les franchises de toute compagnie ayant de pouvoirs analogues à ceux conférés par les présentes lettres patentes dont la présente compagnie pourra acquérir les affaires ou entreprises, de quelque manière que ce soit ;

Emettre des obligations ou débetures, stock, actions, obligations ou actions libérées et non sujettes à versements, en paiement de partie ou de la totalité des entreprises, propriétés, meubles ou immeubles, droits, pouvoirs et franchises que la compagnie peut acquérir ;

Exercer spécialement les pouvoirs ci-dessus, sans restriction à ce que comporte les termes des autres allégations de la présente requête, dans tous les comtés de la province de Québec ;

Acheter, acquérir, détenir, posséder et en disposer du capital-action des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie, corporation ou personne, ou syndicat exerçant l'une des industries ou commerces que la présente compagnie peut exercer et recevoir, accepter de ces valeurs en paiement intégral ou partiel de quelques biens, produits, objets ou services que la compagnie pourra fournir ;

Conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque ou autre avec aucune personne, société ou compagnie exerçant ou se livrant ou sur le point d'exercer aucune industrie ou aucun genre d'affaires que la présente corporation peut exercer ou auquel elle peut se livrer, ou s'unir à cette compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement, toutes autorités, municipales et locales ou autres, tous arrangements tendant à l'accomplissement des objets corporatifs ou d'aucun d'eux, et obtenir de ce gouvernement ou de cette autorité les droits

To apply for and acquire under certain conditions patents and patent rights, concessions, licenses, trade marks, copyrights or other like privileges or advantages, for any business, article or object of manufacture or suitable for the business of the company, turn the same to account by handing them to the trade or exploitation, granting licenses in respect thereto or otherwise ;

To acquire, buy, take on lease, sell, exchange or alienate in any way any immoveable or real property which the present company may think necessary or suitable for the carrying of its business ;

To enter into, with any governments or municipal, local or other authorities, any arrangements which may appear expedient for the objects of the company and to obtain from such authorities the rights, privileges and concessions it may think desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with such arrangements, rights, privileges or concessions ;

To carry on any other business either in connection with the sale wholesale or retail, real estate, industry or otherwise which may appear to the company capable of being advantageously carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of any of the property, rights or undertakings of the company or render same profitable for the purposes it has in view ;

To acquire, own, lease and operate the shops, undertakings or exploitations, in whole or in part from any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business incidental to the company's purposes, and to acquire and own the stock or bonds, debentures or any other securities of any corporation having the power to carry on any business of a like nature ;

To exercise the franchises of any company having powers similar to those granted herein from which the present company may acquire the business or undertakings, in any manner whatever ;

To issue bonds or debentures, stock, shares, obligations or paid up and non-assessable shares in payment or part payment of the whole of the undertakings, property, moveable or immoveable, rights, powers and franchises which the company may acquire ;

To especially to exercise the above powers, without restriction as to the deduction of the terms of the other allegations of the present petition, within all the counties of the Province of Quebec ;

To buy, acquire, hold, own and dispose of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or person or syndicate carrying on any one of the industries or businesses which the present company may carry on and to receive, accept such securities in full or part payment of any property, products, objects or services which the company may supply ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which the present company may carry on or engage in, or to amalgamate therewith ;

To enter into any agreements with any government authority, municipal, local or otherwise conducive to the attainment of the company's objects or any of them and to obtain from any such government or authority, the rights, privi-

privilèges et concessions qu'il sera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à, vendre, et négocier ces arrangements, privilèges et concessions ;

Distribuer aux actionnaires de la corporation, en nature, aucune propriété ou aucun effet de l'actif de la compagnie, et spécialement aucunes actions, débetures ou valeurs d'aucune autre corporation ou des compagnies qui pourront avoir été achetées, accaparées ou autrement acquises, totalement ou partiellement, en échange de la propriété, de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Vendre, louer, échanger ou autrement en disposer, la totalité des entreprises et de l'actif de la compagnie ou d'aucune de leurs parties, en même temps ou par intervalles, tel que la corporation le jugera avantageux pour la compensation, pour les conditions et stipulations qu'elle jugera avantageuses ; le prix sera payable si cela est jugé judicieux, totalement ou partiellement, suivant la décision de la compagnie, en actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation dont les objets sont, en tout ou en partie, semblables à ceux de la présente compagnie ;

Faire tous autres actes et toutes autres choses qui se rattachent ou tendent à l'accomplissement des objets précités ou d'aucun d'iceux, et exercer aucune industrie, de fabrication ou autre, connexe aux fins et objets mentionnés et qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée par elle ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de ses biens ou droits ou à les rendre profitables ;

Rémunérer toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation pour services rendus, ou à être rendus en rapport avec le placement, la vente ou la disposition de toute action du capital de la compagnie ou d'autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la formation de la compagnie ou la conduite de ses affaires ;

Payer en tout ou en partie les services rendus à la compagnie et le prix de toute acquisition faite par elle en argent, en actions libérées ou en partie libérées de la compagnie, ou en bons, obligations et débetures de la compagnie, ou partie l'une ou partie l'autre ; Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes ci-dessus ne seront en aucune façon limités ou restreints par référence aux termes d'un autre paragraphe, sous le nom de "L'Agence Agricole, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt, dix (490) actions de cent (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2189 C.-J. SIMARD.

"Geo. Herdt, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1921, constituant en corporation : Georges Herdt, commissionnaire en marchandise, 4, rue Edouard VII, Paris, France.; Louis-N. Patenaude, importateur, 14 Phillips Square et Pierre Charton, ingénieur civil, 540 Sherbrooke W., ces deux derniers de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Commissionnaires en gros, agents ou représen-

leges and concessions which the company may think it advisable to obtain and to carry out, exercise, comply with, sell and deal with such arrangements, privileges and concessions ;

To distribute to the shareholders of the corporation, in kind, any property or any of the assets of the company, and especially any shares, debentures or securities of any other corporation or companies which may have been bought, merged or otherwise acquired, in whole or in part in exchange of the property, assets or liabilities of the present corporation ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole of the undertakings and assets of the company or any of them, at one time or at intervals, as the corporation may think it advantageous, for such considerations and on such terms and conditions it may think fit ; the price to be payable if deemed fit, in whole or in part, as the company may determine, in shares, bonds, debentures or other securities of any other company or corporation the objects of which are in whole or in part, similar to those of the present company ;

To do all other acts and things incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, and to carry on any business, manufacturing or otherwise, germane to the aforementioned purposes and objects and which may appear to the company capable of being conveniently carried on by it or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable its property or rights ;

To remunerate any person, partnership, syndicate, company or corporation for services rendered or to be rendered in connection with the investment, sale or disposal of any share of the capital of the company or other securities of the company or in or about the formation of the company or the conduct of its business ;

To pay in whole or in part for the services rendered to the company and the price of any acquisition made by it in cash, fully or partly paid up shares of the company or in bonds, obligations and debentures of the company, or partly in one or partly in the other ;

The powers contained in any of the above shall in nowise be limited or restricted by reference from any other paragraph, under the name of "L'Agence Agricole, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2190 Assistant Provincial Secretary.

"Geo. Herdt, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fifth day of May, 1921, incorporating : Georges Herdt, commission merchant, 4 rue Edouard VII, Paris, France.; Louis-N. Patenaude, importer, 14 Phillips Square, and Pierre Charton, civil engineer, 540 Sherbrooke W., the two latter of the city of Montreal, for the following purposes :

Wholesale commission merchants, agents or

tants de maisons de commerce françaises ou canadiennes, et toute opération commerciale quelconque ; sous le nom de "Geo. Herdt, Incorporée", avec un capital total de soixante et dix mille piastres (\$70,000.00), divisé en sept cents (700) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de douze mille piastres (\$12,000.00) divisée en cent vingt (120) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le privilège des dites actions privilégiées consiste en un dividende cumulatif au taux de 7% par année avec droit à titre de dividendes additionnels au quart ($\frac{1}{4}$) des bénéfices nets restant après le paiement des frais et dépenses de la compagnie et de dividende cumulatif de 7% par année. Les trois autres quarts desdits bénéfices nets appartiendront aux actions ordinaires à titre de dividendes. Toutefois le bureau d'administration pourra décider chaque année quelle partie de ces bénéfices nets sera mise au fonds de réserve et quelle partie sera versée aux actions privilégiées, et aux actions ordinaires.

Les dites actions privilégiées auront le droit d'élire seules un des membres du bureau d'administration mais elles ne participeront pas à la nomination des autres membres du dit bureau.

Les administrateurs pourront être rémunérés, mais le dividende de 7% par année sur les actions privilégiées aura priorité sur telle rémunération.

Durant les trente jours qui suivront l'expiration d'une année fiscale quelconque de la compagnie, cette dernière pourra racheter en tout ou en partie et graduellement les dites actions privilégiées en remboursant aux détenteurs d'icelles la valeur nominale avec en plus les dividendes accrus sur icelles.

Advenant le cas où le bilan annuel de la compagnie montrerait un déficit égal ou supérieur au quart ($\frac{1}{4}$) de la valeur nominale desdites actions privilégiées, les détenteurs desdites actions ou la majorité des détenteurs des dites actions ordinaires pourront exiger la dissolution de la compagnie.

Advenant la liquidation de la compagnie, le montant des dites actions privilégiées sera remboursé aux détenteurs des dites actions avant remboursement du montant des actions ordinaires aux détenteurs de ces dernières actions.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mai, 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2195 C.-J. SIMARD.

"T.-E. Rousseau, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de mai 1921, constituant en incorporation : Théodore-E. Rousseau, ingénieur-civil, 527 Saint-Jean ; Joseph-Alfred Careau, comptable, 246 Saint-Jean ; Antoine Crépin, marchand, 363 Saint-Joseph et Emile Morin, avocat, 2 Dolbeau, tous de Québec, dans les buts suivants :

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs pour tous travaux et entreprises quelconques de bâtisses, constructions, aqueducs, routes, rues et autres entreprises publiques et privées ;

Construire et entretenir des ponts, tranchées, égouts, systèmes de drainage et clôtures ;

representatives of French or Canadian business firms, and any business operation whatever, under the name of "Geo. Herdt, Incorporée", with a capital stock of seventy thousand dollars (\$70,000.00), divided into seven hundred (700) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is twelve thousand dollars (\$12,000.00), divided into one hundred and twenty (120) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The privilege of the said preferred shares consists in a cumulative dividend at the rate of 7% per annum with right as additional dividends to quarter ($\frac{1}{4}$) of the net profits remaining after the payment of the costs and expenses of the company and of the cumulative dividend of 7% per annum. The other three quarters of the said net profits shall belong to the common shares as dividends. However the board of management may decide every year what part of such net profits shall be put to the reserve fund and what part shall be paid to the preferred shares and to the common shares.

The said preferred shares shall have the right to elect alone one of the members of the board of management but they shall not participate in the appointment of the other members of the said board ;

The directors may be remunerated but the dividend of 7% per annum on the preferred shares shall have priority over such remuneration.

During the thirty days following the expiration of any fiscal year whatever of the company, the latter may redeem gradually in whole or in part the said preferred shares by repaying the holders of such the nominal value with in addition the accrued dividends on same ;

In the case where the annual statement would show an equal or greater deficit to the quarter ($\frac{1}{4}$) of the nominal value of the said preferred shares, the holders of the said shares or the majority of the holders of the said common shares may exact the dissolution of the company.

In the case of the liquidation of the company, the amount of the said preferred shares shall be payable to the holders of the said shares before payment of the amount of the common shares to the holders of such latter shares.

The chief place of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty fifth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,
2196 Assistant Provincial Secretary.

"T.-E. Rousseau, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of May, 1921, incorporating : Théodore-E. Rousseau, civil engineer, 527 Saint John, Joseph-Alfred Careau, accountant, 246 Saint John, Antoine Crépin, merchant, 363 Saint Joseph and Emile Morin, advocate, 2 Dolbeau, all of Quebec, for the following purposes :

Generally to act as builders or contractors for all building, construction, waterworks, roads, street works and undertakings and other public and private undertakings ;

To erect and maintain bridges, trenches, sewers, drainage systems and fences ;

Faire le commerce de pierre, de sable, de gravier, de ciment, de chaux, de briques, de pierre artificielle ou autres matériaux de construction quelconques ; acquérir par achat, bail, échange ou autrement des terrains ou tous intérêts sur iceux ; acquérir, posséder, exploiter des carrières, sablières, four à chaux, usines pour la fabrication ou la transformation d'aucuns des matériaux dont la compagnie est autorisée à faire le commerce ;

Maintenir et exploiter des magasins généraux pour la commodité des employés de la compagnie et le public, et les logements pour ses employés ;

Acquérir par bail ou autrement et exploiter des limites à bois, scieries et généralement faire le commerce du bois ;

Acheter, louer ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner des machineries ou outillages pouvant servir dans l'exercice du commerce de cette compagnie ;

Vendre, louer, hypothéquer ou autrement aliéner les terrains, bâtisses, installations et autres propriétés de la compagnie ;

Acquérir, obtenir, posséder, exploiter, vendre, échanger ou autrement disposer à telles conditions jugées avantageuses, les contrats, franchises, droits, privilèges de toutes corporations municipales ou autres et des autorités fédérales ou provinciales ;

Émettre des actions acquittées, des obligations, débetures, en paiement des services rendus à la compagnie, soit par des membres ou officiers de la compagnie, soit par des tiers ;

Acheter, détenir et posséder le capital social, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou de tout particulier exerçant quelque industrie que la compagnie est autorisé à exercer ;

Se joindre avec toute autre compagnie ou toutes autres compagnies ayant des objets de même nature que ceux-ci énumérés ;

Émettre des obligations, des débetures ou autres valeurs de la compagnie et engager ou vendre telles obligations, débetures ou valeurs à tels prix qui pourront être jugés à propos ;

Hypothéquer des propriétés immobilières de la compagnie, ou engager les propriétés mobilières, afin de garantir telles obligations, débetures, ou valeurs, ou tout montant emprunté pour les fins de la compagnie ;

Conclure des arrangements pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, le risque mutuel, la concession réciproque ou autres fins, avec toute personne ou société exerçant une industrie susceptible d'être exercée par cette compagnie et pouvant lui bénéficier ;

Prêter des deniers à ces personnes ou corporations, les cautionner ou autrement les aider ;

Garantir, cautionner et se rendre responsable de toute société ou personne, du paiement des billets promissoires, comptes et obligations de nature quelconques ;

Défrayer à même les fonds de la compagnie, le coût de sa constitution et de son organisation, sous le nom de "T.-E. Rousseau, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix (4,990) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.

To deal in stone, sand, gravel, cement, lime, brick, artificial stone or other building materials whatever ; acquire by purchase, lease, exchange or otherwise lands or any interests therein ; acquire, own, operate quarries, sandpits, lime-kilns, plants for the manufacture or transformation of any of the materials the company is authorized to deal in ;

To maintain and operate general stores for the convenience of the employees of the company and the public and houses for its employees ;

To acquire by lease or otherwise and exploit timber limits, saw-mills and generally carry on a lumber business ;

To buy, lease or otherwise acquire and sell or otherwise alienate machinery or equipment capable of being used in the business of this company ;

To sell, lease, hypothecate or otherwise, alienate the lands, buildings, installations and other property of the company ;

To acquire, obtain, own, exploit, sell, exchange or otherwise dispose of on such conditions as may be deemed advantageous, contracts, franchises, rights, privileges of any municipal or other corporations and of Federal or Provincial authorities ;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment of services rendered to the company, whether by members or officers of the company or by third parties ;

To buy, hold, and own the capital stock, bonds, or other securities of any other company, corporation or of any individual carrying on any business which the company is authorized to carry on ;

To amalgamate with any other company or companies having objects of a like nature to those above enumerated ;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell such bonds, debentures or securities at such prices as may be deemed fit ;

To hypothecate the immoveable property of the company or pledge its moveable property to secure such bonds, debentures or securities or any amounts borrowed for the company's purposes ;

To enter into any arrangements for shering of profits, union of interests, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or societies carrying on a business capable of being carried on by this company and calculated to benefit the company ;

To lend money to such persons or corporations, go security for or otherwise assist them ;

To guarantee, go security for and become liable for any society or person of the payment of promissory notes, accounts and obligations of any nature whatever ;

To pay out of the funds of the company the cost of its incorporation and organization, under the name of "T.-E. Rousseau, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four thousand nine hundred and ninety (4,990) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company, will be at Québec, in the district of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1921.

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

" Automobile, Limitée ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de juin 1921, constituant en corporation : Albert Legault, père, bourgeois ; Philippe Joron, Albert Legault, fils, mécaniciens, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants :

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires ; de voitures, de véhicules, moteurs, engins, machines, outils, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques, de meubles, articles de bois et ferronnerie, d'instruments de musique ;

Fabriquer, manufacturer et faire le commerce, sous quelque forme que ce soit, de tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et du commerce en général ;

Acquérir, exploiter et disposer, quelque titre et de quelque manière que ce soit de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets ;

Construire ou faire construire toutes bâtisses, quelconques, ou agir comme entrepreneur pour toutes espèces de constructions et bâtisses ;

Acquérir de quelque manière que ce soit, posséder, détenir, exploiter et utiliser toutes espèces de franchises et privilèges ;

Acquérir, à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des déventures, des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition ;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou le contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, contrôler par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement tout autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés ;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, déventures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de déventures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société ;

Acquérir par achat, échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, exploiter et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits et biens, immeubles et sans aucune exception ;

corporels et incorporels qu'ils soient meubles ou

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter ou disposer de quelque manière et à quelque titre que ce soit, des droits et biens mentionnés dans la clause précédente ;

Grever de servitude et d'hypothèques tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail ;

Emprunter tout montant que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exploitation d'aucun de

" Automobile, Limitée ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1921, incorporating : Albert Legault, senior, gentleman ; Philippe Joron, Albert Legault, junior, mechanics, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To fabricate, manufacture and deal in automobiles and motor vehicles of all kinds and the motors and accessories thereof ; carriages, vehicles, motors, engines, machinery, equipment apparatuses and machinery of every kind for industry, trade and agriculture and domestic needs, furniture, woodenware, ironware, musical instruments ;

To fabricate, manufacture and deal in, under all forms whatever, all things which may be the object of manufacture, business and trade in general ;

To acquire, exploit and dispose of, under any title and in any manner whatever, all patents relating to the aforesaid objects ;

To construct or cause to be constructed any buildings whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings ;

To acquire in any manner whatever, own and hold, exploit and utilize all kinds of franchises and privileges ;

To acquire under any title whatever, any other industry or industries, manufactory or manufactories, business or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and goodwill, the moveable and immoveable assets, upon such terms and conditions and for such a price as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, bonds or other securities of the company ;

To enter into any arrangement with any other company or companies, person or persons, association or associations, society or societies, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business and to control either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, association or associations, society or societies ;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds, or other securities in the purchase of debenture or shares of other companies or interests in any association or society ;

To acquire by purchase, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever, any rights or property both corporeal and incorporeal, moveable or immoveable, and without any exception whatever ;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph ;

To charge with servitude or hypothecate any immoveables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any lease ;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on

ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera convenable et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables ;

Distribuer en nature parmi ses actionnaires tous biens de la compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations que la compagnie pourra posséder ;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnement autres que les cautionnements qui doivent être donnés par les compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction et généralement tous contrats et conventions quelconques, dont est capable une corporation sans aucune exception ;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, débetures émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise, la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern) sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeur, des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction en question ;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant, aidant à placer ou garantissant le placement des actions de la compagnie, ou au sujet de la formation de l'avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires, sous le nom de "Automobile, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de juin 1921.

2199 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

**" The United Consumers of Montreal,
Limited "**

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douzième jour de mai 1921, constituant en corporation : George-Thomas Porter, Henry-Murray Gardner, comptables ; Charles-Alfred Hewlings, marchand ; Frederick Wright, journaliste ; Mae-Helen Johnson, sténographe, tous de la cité de Montréal, aux fins suivantes :

Faire affaires comme marchand en gros et au détail, importateur, exportateur et négociant généralement de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustible de toute sorte, être marchand et fabricant de bois de charpente et de construction, et en rapport avec ces opérations (1) rechercher, extraire, fouiller, miner, creuser, excaver, préparer pour la vente raffiner et donner une valeur marchande, par aucun procédé, au charbon, à l'huile, au coke, à l'argile, à la tourbe, et à tous autres minéraux et substances analogues, fabriquer aussi du combustible breveté ; (2) couper, scier, passer au moulin et préparer pour le marché les bois de charpente et de construction, les billes, le bois de chauffage, les dormants, lattes, planches, poteaux de télégraphe et de téléphone, les poteaux de clôture, le bois, le bois de pulpe ainsi que tous les autres produits de la forêt ;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune par-

of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit ;

To distribute in kind, among its shareholders, all the property of the company, and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which this company may own ;

To make any contracts respecting leases, services, securities, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception ;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc* for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debentures, is sued by other companies, the property, assets undertakings and goodwill of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question ;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares of the company or in or about the formation and promotion of the company or the conduct of its business, under the name of "Automobile, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at Montréal, in the district of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of June, 1921.

2200 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

**" The United Consumers of Montreal,
Limited "**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1921, incorporating : George-Thomas Porter, Henry-Murray Gardner, accountants ; Charles-Alfred Hewlings, merchant ; Frederick Wright, journalist ; Mae-Helen Johnson, stenographer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of a wholesale and retail merchant, importer, exporter and dealer generally in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all kinds, and of a timber and lumber merchant and manufacturer, and in connection therewith ; (1) to search for, get, work, mine, quarry, raise, prepare for sale, refine and make merchantable by any process coal, oil, coke, shale, peat, and all other like minerals and substances and to manufacture patent fuel ; (2) to cut, saw, mill and prepare for market, timber, lumber, logs, fire-wood, ties, shingles, piling, telegraph and telephone poles, fence posts, wood, pulp wood and all other products of the forest ;

To acquire or undertake the whole or any part

tie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de la corporation et les payer en actions, en obligations ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement ;

Exercer aucun autre commerce (de fabrication ou autre) qui semblera à la compagnie possible d'être utilement exercé, en rapport avec ses affaires ou de nature, directement ou indirectement à augmenter la valeur ou à rendre profitable aucune des propriétés ou des droits de la compagnie ;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, procédés secrets, marques de commerce, plans industriels, baux, concessions et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie ; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatif, ou autrement faire valoir les biens, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis ;

Faire société ou aucune convention aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autre avec aucune personne, compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires, qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent, garantir, les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie ;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir des actions d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ; exerçant aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la corporation ;

Conclure, avec aucunes autorités municipales, locales ou autres, aucuns arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie, ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucune telle autorité les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, aussi exécuter, exercer et se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions ;

Acheter, louer, détenir, posséder, grever, gager, vendre ou autrement disposer et trafiquer de biens-fonds, effets, denrées, marchandises et biens de toute description qui peuvent être propres directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables ;

Organiser une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui paraîtra directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie ;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucuns biens personnels, aucuns droits ou privilèges que la compagnie, croira nécessaires ou avantageux aux objets de

of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in cash, stock, bonds, debentures or other securities of this company, or otherwise ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To apply for, purchase, or otherwise acquire, any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information as acquired ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any other business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To purchase, lease, hold, own, mortgage, pledge, sell or otherwise deal and trade in real, estate, goods, wares, merchandise, and property of every description which may be calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company ;

To purchase, take or lease or in exchange, hire or otherwise acquire, any personal property or any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes

son commerce, et spécialement des machines, un outillage, un fonds de commerce ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissances, mandats et autres instruments négociables ou cessibles ;

Vendre, disposer de l'entreprise de la compagnie, ou d'aucune partie d'icelle, moyennant le prix que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie ;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui paraîtront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons ;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seuls soit avec d'autres ;

Distribuer aucunes valeurs de la compagnie en espèces à ses membres et faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités ;

Payer avec les deniers de la compagnie les frais de constitution, formation et organisation de la compagnie, sous le nom de "The United Consumers of Montreal, Limited", avec un fonds social total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quarante-neuf mille (49,000) parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La partie du fonds social à être émise en actions privilégiées est de \$10,000.00, divisé en 10,000 actions de \$1.00 chacune.

Les actions privilégiées auront droit de recevoir à même les profits nets de la compagnie un dividende fixe privilégié de sept pour cent par année sur le capital versé sur icelle, payable pour chaque sur les bénéfices de cette année (sans droit aux bénéfices subséquents, au cas de déficit). Au cas de dissolution ou liquidation de la compagnie, les actionnaires privilégiés auront droit à ce que le surplus de l'actif de la compagnie soit employé, d'abord, à les rembourser du montant versé sur les actions privilégiées détenues par eux respectivement, avec arrérages de dividendes jusqu'au début de la dissolution ou liquidation, déclarés ou non, mais n'auront pas droit de participer davantage dans cet excédant d'actif.

Le siège social de la compagnie, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mai 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2201 C.-J. SIMARD.

"Gagnon & Tardif, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26 mai, 1921, constituant en corporation : Joseph-Alphonse Tardif, Joseph-Arthur Gagnon, marchands, Sainte-Marie-Beauce, et Joseph-Aimé Fournier, marchand, Valley Junction, Beauce, dans les buts suivants :

Acquérir et assumer à titre d'affaire en exploitation le commerce de gros actuellement exercé, à Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, dans

of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade ;

To draw, make, accept, endorse, execute and lading, warrants and other negotiable or trans-issue promissory notes, bills of exchange, bills of ferable instruments ;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company ;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibit' on of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To distribute any of the assets of the company in specie amongst the shareholders thereof and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects ;

To pay out of the funds of the company the cost of and incidental to the incorporation, promotion and organization of the company, under the name of "The United Consumers of Montreal, Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into forty nine thousand (49000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000.00, divided into 10,000 shares of \$1.00 each.

The preferred shares shall be entitled to receive out of the net earnings of the company a fixed preferential dividend at the rate of seven per cent per annum on the capital paid up thereon, payable as regards each year out of the profits of that year without any right, in case of deficiency, to resort to subsequent profits). In the event of the company being dissolved or wound up the holders of the preferred shares shall be entitled to have the surplus assets of the company applied, in the first place, in repaying to them of the amount paid up on the preferred shares held by them respectively, and any arrears of dividends up to the commencement of the dissolution or winding up, whether declared or not, but shall not be entitled to any further participation in such surplus assets.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of May, 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2202 C.-J. SIMARD.

"Gagnon & Tardif, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of May, 1921, incorporating : Joseph Alphonse Tardif, Joseph-Arthur Gagnon, merchants, Sainte-Marie-Beauce, and Joseph Aimé Fournier, merchant, Valley Junction, Beauce, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the wholesale business actually carried on at Sainte-Marie, in the county of Beauce, in the

la province de Québec et ailleurs, par la société en nom collectif "Gagnon & Tardif", ainsi que la totalité de l'actif et du passif de la dite société "Gagnon & Tardif", y compris la totalité des propriétés foncières, du stock, des crédits et de de tous autres biens de la dite société Gagnon & Tardif ainsi que tous leurs droits, et dans ce but conclure tous les arrangements à ce sujet, aux conditions et stipulations que l'on croira les plus avantageux, tant pour la corporation que pour la dite société Gagnon & Tardif ;

Exercer le commerce de gros, de bimbeloterie, de parfumerie, de pharmacie, de tabagie, de marchandises sèches ainsi que de tous autres articles et marchandises pouvant faire légalement l'objet du commerce de gros ;

Exercer le commerce de marchand et négociant généraux de fournitures et marchandises de toute nature ;

Acheter, bâtir, construire ou autrement acquérir, tous biens mobiliers ou immobiliers, pouvant être utile à la dite compagnie ;

Acheter ou autrement acquérir, bâtir, exploiter des quais et entrepôts et agir aussi comme agent d'expédition ;

Exercer toute industrie manufacturière ou autre qui peut être exercée directement ou indirectement, en rapport avec les objets de la compagnie ou qui peut lui être avantageuse et profitable et aussi manufacturer, acheter, louer ou autrement acquérir des machines ainsi que tous appareils nécessaires et utiles à la compagnie et les vendre, louer ou autrement disposer ;

Solliciter, enregistrer, acquérir, détenir, vendre, louer ou autrement faire valoir des brevets d'invention, des marques ou noms de commerce, ou autres choses semblables, nécessaires ou avantageuses à la compagnie ;

Emprunter au moyen d'obligations, bons, billets, débetures, ou par tout autre moyen jugé convenable ;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, quelque propriété de la compagnie et spécialement toute action, débetures ou obligations de toute autre corporation, lui appartenant ou dont la compagnie peut disposer ;

Acquérir des actions de toute autre compagnie, exerçant une industrie ou commerce en tout ou en partie, semblable au commerce ou industrie de la présente compagnie ;

Exercer toute autre commerce ou industrie qui semblera propre à être convenablement exercé, en rapport avec les objets susmentionnés ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou entreprises de la compagnie ;

Acquérir par transferts, achats ou autrement toute charte, licence, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, corporation ou autres corps publics peuvent accorder ;

Vendre ou autrement disposer les biens de la compagnie ou de toute partie d'iceux pour le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, débetures ou obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation ;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres titres de la compagnie, en

Province of Quebec and elsewhere by the commercial partnership of "Gagnon & Tardif" as well as the whole of the assets and liabilities of the said firm of "Gagnon & Tardif" including the whole of the real estate, stock, credits and any other assets of the said firm of "Gagnon & Tardif" and any of their rights, and for such purpose enter into any arrangements respecting such upon the conditions and stipulations that may be deemed the most advantageous both for the corporation and the said firm of "Gagnon & Tardif" ;

To carry on the wholesale business of toys, perfumery, drugs, tobacco, drygoods and any other goods and merchandise capable of legally being the object of the wholesale business ;

To carry on the business of general merchants and dealers in supplies and merchandise of every nature ;

To purchase, build, construct or otherwise acquire any moveable or immovable property that may be useful to the said company ;

To purchase or otherwise acquire, build, exploit wharves and warehouses and also act as shipping agents ;

To carry on any industry manufacturing or otherwise that may be directly or indirectly carried on in connection with the objects of the company or that be advantageous and profitable to it, and also manufacture, purchase, lease or otherwise acquire machinery and any apparatus necessary and useful to the company, and sell, lease or otherwise dispose thereof ;

To apply for, register, acquire, hold, sell, lease or otherwise turn to account patents of invention, trade names or marks, or other similar things necessary or advantageous to the company ;

To borrow by means of bonds, notes, debentures or any other means deemed suitable ;

To invest the disposable money of the company in the manner that may be from time to time determined ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange bills of lading, warrants and other negotiable and transferable instruments ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and particularly any shares, bonds or debentures of any other corporation belonging to it or which the company may dispose of ;

To acquire shares of any other company carrying on any industry or business in whole or in part similar to the business or industry of the present company ;

To carry on any other business or industry that may seem proper to be suitable carried on in connection with the aforementioned objects or calculated directly or indirectly to increase the value of the property or undertakings of the company ;

To acquire by transfer, purchase or otherwise any charter, license, rights or privileges that any government, corporation or other public bodies may grant ;

To sell or otherwise dispose of the property of the company or any part thereof for the price that the company may deem fit and particularly for shares, bonds or debentures of any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present corporation ;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in payment for

paiement de tous biens ou droits que la compagnie pourra acquérir ou de tout travail fait pour la compagnie ou de services rendus, ou en paiement de toutes dettes ou obligations de la dite compagnie ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété et des droits de la compagnie, sous le nom de "Gagnon & Tardif, Ltée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sainte-Marie, comté de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-sixième jour de mai, 1921.

2213 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

any property or rights that the company may acquire or for any work done for the company or services rendered, or in payment for any debts and liabilities of the said company ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, alienate or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of the company, under the name of "Gagnon & Tardif, Ltée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the company, will be at Sainte-Marie, county of Beauce.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of May, 1921.

2214 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CONSEIL EXECUTIF

Québec, 10 juin 1921.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil, Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Rédempteur, dans le comté de Lévis, le cinquième jour de janvier 1921, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal, à être faite en vertu du Code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de ladite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal du village de Saint-Rédempteur, dans le comté de Lévis, dont la publication est prescrite par les dispositions du Code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des affaires municipales,

OSCAR MORIN.

Québec, 10 juin 1921.

2191

EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, 10th June, 1921.

Present : The Lieutenant-Governor in Council, Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Saint-Rédempteur, in the county of Lévis, on the fifth day of January, 1921, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the said Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint-Rédempteur, in the county of Lévis, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Québec, 10th June, 1921.

2192

Département de la voirie

Roads Department

ROUTE RIVIERE DU-LOUP-EDMUNSTON

RIVIERE-DU-LOUP-EDMUNSTON ROAD

AVIS

NOTICE

Attendu que les intérêts agricoles et commerciaux de la région de Temiscouata, ainsi que les relations entre la province de Québec et la province du Nouveau-Brunswick justifient le maintien d'une route régionale entre la cité de la Rivière-du-Loup et la frontière du Nouveau-Brunswick,

Le ministre de la voirie donne, par les présentes, avis, conformément à la loi 11, George V, chapitre 11, modifiant la loi 7 George V, chapitre 10, qu'à partir du vingtième jour du mois de juin mil neuf

Whereas the agricultural and commercial interests of the Temiscouata region, as well as the connections between the Province of Quebec and the Province of New Brunswick justify the maintenance of a regional road between the city of Rivière-du-Loup and the New Brunswick boundary,

The minister of roads gives, by these presents, notice, in accordance with the Act 11, George V, chapter 11, amending the Act 7 George V, chapter 10, that on and from the twentieth day of the

cent vingt-un, le chemin connu sous le nom de chemin de Témiscouata, traversant, dans le comté de Témiscouata, la municipalité de la paroisse de Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, la municipalité de la paroisse de Saint-Antonin, la partie non organisée du canton de Whitworth, la municipalité du canton d'Armand, la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-du-Ha ! Ha ! la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano et la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, sera une route régionale désignée, à l'avenir, sous le nom de route Rivière-du-Loup-Edmunston.

Québec, 14 juin 1921.

Le ministre de la voirie.

2209

J.-A. TESSIER.

month of June, one thousand nine hundred and twenty one, the road known under the name of Témiscouata Road, traversing, in the county of Témiscouata, the municipality of the parish of Saint-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, the municipality of the parish of Saint-Antonin, the unorganized part of the township of Whitworth, the municipality of the township of Armand, the municipality of the township of Saint-Louis-de-Ha ! Ha ! the municipality of the parish of Saint-Mathias-de-Cabano and the municipality of the parish of Notre-Dame-du-Lac, shall be a regional road designated, in the future, under the name of "Rivière-du-Loup-Edmunston Road".

Quebec, 14th June, 1921.

J.-A. TESSIER,

2210

Minister of Roads.

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

546-21 Québec, 14 juin 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bouchette, comté de Hull, tout le territoire suivant compris dans les limites de la municipalité rurale de Bouchette-Sud, érigée par proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, limites décrites dans la *Gazette Officielle* de Québec du 5 février 1921, et de former dudit territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Bouchette-Sud, même comté.

2215-24-2

546-21 Québec, 14th June, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Bouchette, county of Hull, all the following territory comprised within the limits of the rural municipality of Bouchette-South, erected by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, limits described in the *Quebec Official Gazette* of the 5th of February, 1921, and to erect all the above territory into a new distinct municipality, under the name of "Bouchette-South", same county.

2216-24-2

592-20

Québec, 10 juin 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Compton, comté de Compton, le lot No 13ab du rang 4 du canton de Compton et de l'annexer à la municipalité scolaire du village de Compton, même comté.

2241-24-2

592-20

Québec, 10th June, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of the township of Compton, county of Compton, the lot No. 13ab of range 4 of the township of Compton and to annex it to the school municipality of the village of Compton, same county.

2242-24-2

865-16.

Québec, 16 juin 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton d'Ascot, comté de Sherbrooke, le territoire suivant, savoir :

1. Les numéros du cadastre officiel du canton d'Ascot, renfermés dans les parties situées à l'ouest de l'axe du chemin "Upper Belvedere", des lots primitifs numéros 6, 7, 8, 9 et 10 du dixième rang et des lots primitifs Nos 11 et 12 du même rang ; les lots renfermés dans les lots primitifs Nos 1 à 13, inclusivement, du rang 11 ; les lots Nos 1 à 9, inclusivement, du rang 12 ; les lots Nos 1 à 6, inclusivement, de chacun des rangs 13 et 14 ;

2. De la municipalité scolaire du canton d'Orford, comté de Sherbrooke, le territoire suivant, savoir :

Les numéros du cadastre officiel du canton d'Orford renfermés dans les lots primitifs numéros 13 et 14 du quatrième rang prolongés suivant leurs lignes latérales jusqu'à l'axe de la rivière Magog et de 15 à 18, inclusivement, du même rang ; les lots Nos 13 à 18, inclusivement, du cinquième rang ; les lots Nos 15 à 22, inclusivement, du sixième rang ; les lots Nos 17 à 22, inclusivement, du septième rang ; les lots Nos 18 à 22, inclusivement, du huitième rang ; les lots Nos 19 à 29, inclusivement, du neuvième rang ; les lots Nos 20 à 27, inclusivement, du dixième rang ; les lots Nos 22 à 27, inclusivement, du onzième rang, et de former de tout ce

865-16.

Québec, 16th June, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of the township of Ascot, county of Sherbrooke, the following territory, to wit :

1. The numbers of the official cadastre of the township of Ascot enclosed in the parts situated on the west of the axis of the "Upper Belvedere" road, of the primitive lots numbers 6, 7, 8, 9 and 10 of the tenth range and of the primitive lots numbers 11 and 12 of the same range ; the lots enclosed in the primitive lots numbers 1 to 13 inclusively, of range 11 ; the lots numbers 1 to 9, inclusively, of range 12 ; the lots numbers 1 to 6, inclusively, of each of the ranges 13 and 14 ;

2. From the school municipality of the township of Orford, county of Sherbrooke, the following territory, to wit :

The numbers of the official cadastre of the township of Orford enclosed in the primitive lots numbers 13 and 14 of the fourth range prolonged according to their lateral lines to the axis of the Magog river and of 15 to 18, inclusively, of the same range ; the lots numbers 13 to 18, inclusively, of the fifth range ; the lots numbers 15 to 22, inclusively, of the sixth range ; the lots numbers 17 to 22, inclusively, of the seventh range ; the lots numbers 18 to 22, inclusively, of the eighth range ; the lots numbers 19 to 29, inclusively, of the ninth range ; the lots numbers 20 to 27, inclusively, of the tenth range ; the lots numbers 22 to 27, inclusively, of the eleventh

territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Rock-Forest".

2243—24-2

543-21.

Québec, 16 juin 1921.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Notre-Dame-de-la-Merci, pour les catholiques seulement, tout le territoire compris dans le village de Rock-Island, tel qu'érigé civilement, dans le comté de Stanstead.

2747—24-2

642-21

Québec, 26 mai 1921.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, comté de Châteauguay, les lots Nos suivants, savoir : 180 à 187, inclusivement, pt. 188, pt. 188, pt. 189, pt. 188, pt. 189, 56 de 189, 57 et 58 de 189, 53 et 64 de 189, 60 et 62 de 189, 55 de 189, 51 et 52 de 189, 50 de 189, 65 de 189, 29 et 30 de 189, 45 et 46 de 189, 27 de 189, 39 de 189, 42 de 189, 43 de 189, 14 et 17 de 189, 12 et 13 de 189, 18 de 189, 35 de 189, 40 de 189, 36 de 189, 190 à 193, inclusivement, pt. 194, pt. 194, 195 à 203, inclusivement, 934, 935, pt. 936, 937 à 940, inclusivement, pt. 1024, pt. 1024, pt. 1024, pt. 941, pt. 941, pt. 941, 942, pt. 943, 944 à 947, inclusivement, pt. 943, 948, 949, 950, pt. 951, pt. 951, 952 à 958 inclusivement, 936, pt. 959, 1025, 1026, 1027, pt. 1151, 1152 à 1165, inclusivement, 1028, 1029, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1031, pt. 1031, 1032 à 1041, inclusivement, pt. 1042, pt. 1042, pt. 1042, 1043 à 1053, inclusivement, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Clotilde, village, l'autre partie devant, à l'avenir, porter le nom de Sainte-Clotilde, paroisse. 2059—23-2

553-21.

Québec, 7 juin 1921.

On demande l'érection en municipalité scolaire séparée pour les protestants seulement, sous le nom de "Pointe-Claire & Beaconsfield", limites comme ci-devant, du territoire faisant actuellement partie de la municipalité scolaire dissidente de la ville de Pointe-Claire (y compris Beaconsfield, ville de Pointe-Claire et paroisse de Pointe-Claire.)

2115—23-2

range, and to form out of the whole of the said territory a separate school municipality for the Catholics only, under the name of "Rock Forest".

2244—24-2

543-21.

Quebec, 16th June, 1921.

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Catholics only, under the name of Notre-Dame-de-la-Merci, all the territory included within the village of Rock-Island, as civilly erected, in the county of Stanstead.

2748—24-2

642-21

Quebec, 26th May, 1921.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Clotilde, county of Châteauguay, the following lots, namely : Nos. 180 to 187, inclusive, pt. 188, pt. 188, pt. 189, 53 and 64 of 189, 60 and 62 of 189, 55 of 189, 51 and 52 of 189, 50 of 189, 65 of 189, 29 and 30 of 189, 45 and 46 of 189, 27 of 189, 39 of 189, 42 of 289, 43 of 189, 14 and 17 of 189, 12 and 13 of 189, 18 of 189, 35 of 189, 40 of 189, 36 of 189, 190 to 193, inclusive, pt. 194, pt. 194, 195 to 203, inclusive, 934, 935, pt. 936, 937 to 940, inclusive, pt. 1024, pt. 1024, pt. 1024, pt. 941, pt. 941, pt. 941, 942, pt. 943, 944 to 947, inclusive, pt. inclusive, pt. 936, pt. 959, 1025, 1026, 1027, pt. 1151, 1152 to 1165, inclusive, 1028, 1029, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1030, pt. 1031, pt. 1031, 1032 to 1041, inclusive, pt. 1042, pt. 1042, pt. 1042, 1043 to 1053 inclusive, and to erect all the above territory into a new distinct school municipality under the name of Sainte-Clotilde, village, the remainder to be in the future known under the name of Sainte-Clotilde, parish.

2060—23-2

553-21

Quebec, 7th June, 1921.

Application is made to erect the real estate now forming the dissentient school municipality of ville de Pointe-Claire (including Beaconsfield, ville de Pointe-Claire and the parish of Pointe-Claire) in the county of Jacques-Cartier, into a separate school municipality for protestants only, under the name of "Pointe-Claire & Beaconsfield", limits to remain as heretofore.

2116—23-2

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AFFERMAGE DE FORCES HYDRAULIQUES ET DE CONCESSION FORESTIERE.

LEASING OF A WATER POWER AND TIMBER LIMIT.

Avis est par les présentes donné que le mercredi, 3 août 1921, à 10.30 heures a. m., dans la salle de vente du département des terres et forêts, à Québec, nous affermerons à l'enchère :

Notice is hereby given that on Wednesday, 3rd August, 1921, at 10.30 a. m., in the sales room of the Department of Lands and Forests, at Quebec, the following will be offered on lease at public auction :

1. Certaines forces hydrauliques sur la rivière aux Outardes, dans le comté de Saguenay, d'une puissance d'environ 50,000 chevaux ;
2. Une concession forestière d'une superficie de 3,000 milles carrés dans le bassin de la rivière aux Outardes.

1. A water power site on the Outardes river, county of Saguenay, of about 50,000 H. P. capacity ;
2. A timber limit, 3,000 square miles in area, situated in the Outardes river watershed.

Pour plus de renseignements, prière de s'adresser au département des terres et forêts, à Québec.

Fur fuller details and informations, please apply to the Department of Lands and Forests, at Quebec.

Le ministre,
1621—18-13 HONORE MERCIER.

HONORE MERCIER,
1622—18-13 Minister.

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

Avis est par le présent donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Hull, P.Q., 5 juillet 1921,
Chicoutimi, P.Q., 12 juillet 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay-
Mills) 19 juillet 1921.

Québec, 16 août 1921,

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs des bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible et payable d'avance.

Le sous-ministre des terres et forêts,

ELZ.-MIVILLE DECHENE.

Québec, 12 avril 1921.

1301—15-18

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec, will meet at :

Hull, P.Q., July 5th, 1921,
Chicoutimi, P.Q., July 12th, 1921,
Restigouche, P.Q., (Chaleurs Bay
Mills) July 19th, 1921,

Quebec, August 16th, 1921,

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they propose presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted and payable in advance.

ELZ.-MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec, 12th April, 1921.

1302—15-18

Département du trésor

Avis est par le présent donné que "The Ontario Equitable Life and Accident Insurance Company", de la ville de Waterloo, Ontario, en date du deuxième jour de juin 1921, a été autorisée à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance sur la vie, les accidents et les maladies.

Un dépôt de \$25,000 a été fait au département du trésor, et la compagnie s'est conformée aux prescriptions de la loi des assurances de Québec.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : H.-J. Ross, 180 rue Saint-Jacques, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.Q., 1909, ce deuxième jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances,

F.-L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2051—23-2

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie" ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, sous-section VI, section XXII, hap. III, titre XI, S.R.P.Q., 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des demandes d'assurance et d'émettre des polices ; et de faire toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu desdits articles dudit paragraphe, peut légalement faire relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir : assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent sur les bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra hasardés) dans les limites du comté de Laprairie, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 S.R.P.Q., 1909, ce quatrième jour de juin 1921.

Pour le trésorier de la province de Québec,

F.-L. MONCK,

Surintendant des assurances.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 2061—23-2

Treasury Department

Notice is hereby given that "The Ontario Equitable Life and Accident Insurance Company", of the city of Waterloo, Ontario, having deposited with the Provincial Treasurer the amount of twenty-five thousand dollars, and having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, has been licensed under license No. 225, dated the 2nd June, 1921, to transact, in the Province of Quebec, the business of life, accident and sickness insurance.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : H.-J. Ross, 180 Saint James street, Montreal, P.Q.

Given pursuant to article 6950 R.S.P.Q., 1921, this second day of June, 1921.

For the Treasurer of the province of Quebec.

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P.Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 2052—23-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Philippe-de-Laprairie" has been established in conformity with articles 6886 and following, paragraph VI, sub-section VI, section XXII, chapter 111, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in thier declaration to the inspector, namely : mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial or extra-hazardous) within the limits of the county of Laprairie, in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fourth day of June, 1921.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F.-L. MONCK,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 2062—23-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4442.

Dame Mabelle Lutz *alias* Lyon, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Jacques-Rodolphe Zanettin, industriel, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Jacques-Rodolphe Zanettin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 11 juin 1921.

Montréal, 14 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, MONETTE,
2211-24-5 MICHAUD & BOYER.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4442.

Dame Mabelle Lutz *alias* Lyon, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Jacques-Rodolphe Zanettin, manufacturer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Jacques-Rodolphe Zanettin, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the 11th June, 1921.

Montréal, 14th June, 1921.

PATENAUDE, MONETTE,
MICHAUD & BOYER,
2212-24-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3498.

Dame Alice Dagenais, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Denonville Guyon, employé civil, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Denonville Guyon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2ième jour de juin 1921.

Montréal, 2 juin 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
2055-23-5 BOURASSA & GIBEAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3498.

Dame Alice Dagenais, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Denonville Guyon, civil employee, of the same place duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Denonville Guyon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 2nd day of June, 1921.

Montreal, 2nd June, 1921.

BOURASSA & GIBEAULT,
2056-23-5 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 747.

Dame Antoinette Trudel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Lafrance, jr., du même lieu, demanderesse; vs ledit J.-Alphonse Lafrance, jr., des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

Montréal, 28 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1945-22-5 DESAULNIERS & DESAULNIERS.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 747.

Dame Antoinette Trudel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Lafrance, jr., of the same place, plaintiff; vs the said J.-Alphonse Lafrance, jr., of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 28th May, 1921.

DESAULNIERS & DESAULNIERS,
1946-22-5 Attorneys for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 630.

Dame Pauline Starr, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Lewis Levine, marchand de ferrailles, du même lieu, demanderesse; contre Lewis Levine, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2021-22-5 B. SHULMAN.

In the Superior Court, for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 630.

Dame Pauline Starr, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Lewis Levine, junk dealer, of the same place, plaintiff; against Lewis Levine, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2021-22-5 Attorney for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4826.

Dame Simi Yass, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Sheiner, marchand, du même lieu, demanderesse; contre Jacob Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2023-22-5 B. SHULMAN.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4826.

Dame Simi Yass, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Sheiner, merchant, of the same place, plaintiff; against Jacob Sheiner, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
2024-22-5 Attorney for plaintiff.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 4312.

Dame Florence Cowalchuk, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Mandaki Criotori, agent, du même lieu, demanderesse ; contre Mandaki Criotori, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 31 mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2025—22-5 B. SHULMAN.

Dans la Cour supérieure de la province de Québec, district de Montréal, No 2429.

Dame Faiga Schwartz, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Isidore Sheiner, commis, du même endroit, demanderesse ; contre Isidore Sheiner, du même lieu, défendeur.

La demanderesse a pris contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, 3, mai 1921.

Le procureur de la demanderesse,
2027—22-5 B. SHULMAN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 601.

Dame Angelina Fontaine, épouse de Ovila Payette, mécanicien, de Montréal, district de Montréal, demanderesse ; vs Ovila Payette, mécanicien, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 2 mai 1921.

Les avocats de la demanderesse,
1861—21-5 TRUDEAU & GUERIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Dame Anna Charbonneau, des cité et district de Montréal, épouse de Rodrigue Limoges, boucher, du même lieu, demanderesse ; vs ledit Rodrigue Limoges, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre son dit époux.

Montréal, 21 mai 1921.

L'avocat de la demanderesse,
1879—21-5 J.-A. DAVID.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2661.

Dame Bertha Adler, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Heller, marchand, du même lieu, demanderesse ; vs Harry Heller, de la ville et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, 26 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
1911—21-5 POPLIGER & ROBINSON.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 7151. Dame Maria Croteau, épouse commune en biens de Charles Ross, industriel, du village de Mont-Joli, district de Rimouski, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre ledit Charles Ross, défendeur.

Rimouski, 9 mai 1921.

Les procureurs de la demanderesse,
ASSELIN, ASSELIN & SIMARD.
1831—20-5

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 4312.

Dame Florence Cowalchuk, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Mandaki Criotori, agent, of the same place, plaintiff ; against Mandaki Criotori, of the same place, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

In the Superior Court for the Province of Quebec, district of Montreal, No. 2429.

Dame Faiga Schwartz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isidore Sheiner, clerk, of the same place, plaintiff ; against Isidore Sheiner, of the same place defendant.

The plaintiff has taken against the defendant, an action for separation as to property.

Montreal, 31st May, 1921.

B. SHULMAN,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 601.

Dame Angelina Fontaine, wife of Ovila Payette, mechanic, of Montreal, plaintiff ; vs Ovila Payette, mechanic, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to-day.

Montreal 2nd May, 1921.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Dame Anna Charbonneau, of the city and district of Montreal, wife of Rodrigue Limoges, butcher, of the same place, plaintiff vs the said Rodrigue Limoges, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against her said husband.

Montreal, 21st May, 1921.

J.-A. DAVID,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2661.

Dame Bertha Adler, of the city and district of Montreal, wife common as to property with Harry Heller, merchant, of the same place, plaintiff ; vs Harry Heller, of the city and district of Montreal, merchant, defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, 26th May, 1921.

POPLIGER & ROBINSON,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 7151. Dame Maria Croteau, wife common as to property of Charles Ross, manufacturer, of the village of Mont-Joli, district of Rimouski, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Charles Ross, defendant.

Rimouski, 9th May, 1921.

ASSELIN, ASSELIN & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.
1832—20-5

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 296.

Dame Ida Plouffe, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Henry-C. Leech, électricien, du même lieu, judiciairement autorisée aux fins des présentes, demanderesse ; vs ledit Henry-C. Leech, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 9 mai courant.

Sherbrooke, le 12 mai 1921.

Le procureur de la demandeur,
1759—20-5 T. CAMPBELL.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 5182.

Dme Mina Levine, épouse commune en biens de Moses Coblentz, tailleur, de la cité et du district de Montréal, demanderesse ; vs Moses Coblentz, tailleur, du même endroit, défendeur.

La demanderesse a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur. Montréal, 17 mai 1921.

Les avocats de la demanderesse,
COHEN, GENDRON & BERNSTEIN.
1791—20-5

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 296.

Dame Ida Plouffe, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Henry-C. Leech, electrician, of the same place, judicially authorized for all the purposes hereof, plaintiff ; vs the said Henry-C. Leech, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against defendant, on the 9th day of May instant.

Sherbrooke, 12th May, 1921.

T. CAMPBELL,
1760—20-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5182.

Dme Mina Levine, wife common as to property of Moses Coblentz, tailor, of the city and district of Montreal, plaintiff ; vs Moses Coblentz, tailor, of the same place, defendant.

Plaintiff has taken an action of separation as to property against the defendant. Montreal, 17th May, 1921.

COHEN, GENDRON & BERNSTEIN,
Attorneys for plaintiff.
1792—20-5

Avis divers

Avis est par le présent donné que "The Guinivan Shoe Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. Clinton-F. Taylor, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires, dans cette cité, en remplacement de Louis-H. Wynkie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2163 C.-J. SIMARD.

AVIS POUR REMISE DE DEPOT

Province de Québec, district de Montréal.

La Compagnie d'assurance "The Monarch Fire Insurance Company", ayant réassuré ses risques en cours dans la province de Québec, donne avis par le présent que, conformément aux dispositions de l'article 6933 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil le 15 septembre 1921, pour que le dépôt fait par elle, entre les mains de l'honorable trésorier de la province, soit transporté au bureau-chef de la compagnie à Toronto, Ontario.

Le soussigné, secrétaire, invite, par le présent, tous les créanciers actuels ou éventuels qui s'opposeraient à la remise, de produire leur opposition au bureau de l'inspecteur des assurances, le ou avant la date sus-mentionnée.

Le secrétaire,
A.-M. ALETTER.
Toronto, ce 8 juin 1921. 2165

AVIS

Les Statuts 11 Geo. V, 1921, sont maintenant prêts pour la distribution, et seront adressés à ceux qui en feront la demande sur réception de \$5.00, plus 26 cts pour frais de port. 2103—23-4

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "The Guinivan Shoe Company", authorized to do business in this Province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. Chinton-F. Taylor, of the city of Montreal, its principal agent, with head office in this city, in the place and stead of Louis-H. Wynkie.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2164 Assistant Provincial Secretary.

NOTICE FOR RELEASE OF DEPOSIT.

Province of Quebec, district of Montreal.

"The Monarch Fire Insurance Company", having re-insured all its outstanding contracts in the Province of Quebec, hereby gives notice that, pursuant to the provisions of article 6933 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council on the fifteenth day of September, 1921, for the transfer of the securities deposited by it with the Honourable the Provincial Treasurer, to the head office of this company at Toronto, Province of Ontario.

The undersigned, secretary, calls upon all claimants, contingent or actual, who may oppose the release, to file their opposition with the inspector of insurance on or before the aforesaid date.

A.-M. ALETTER,
Secretary.
Toronto, 8th June, 1921. 2166

NOTICE

The Statutes 11 Geo. V, 1921, are now ready for distribution and will be mailed upon application to any address on receipt of \$5.00, plus 26 cts for postage. 2104—23-4

Charte—abandon de :

Charter—Surrender of :

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laiterie Ville-Marie, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28^{ième} jour de mars 1918.

Avis est de plus donné qu'à compter de la date de la publication du présent avis, la compagnie "Laiterie Ville-Marie, Limitée, a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, conformément aux dispositions de l'article 5973a, ce quatorzième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province.
2203 C.-J. SIMARD.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laiterie Ville-Marie, Limitée," incorporated by letters patent dated the 28th day of March, 1918.

Notice is also hereby given that on and from the date of the publication of this notice, the said company "Laiterie Ville-Marie, Limitée", shall dissolved.

Dated from the Provincial Secretary, in conformity with the provisions of article 5973a, this fourteenth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2204 Assistant Provincial Secretary.

Compagnie autorisée à faire des opérations

Company licensed to do business

La Compagnie "H.-R. Silver, Limited", (No personal liability) a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées, en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est Richard-Joseph Mooney, de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
Québec, 10 juin 1921. C.-J. SIMARD. 2179

The Company "H.-R. Silver, Limited", (No personal liability) has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purposes of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Richard-Joseph Mooney, of Montreal.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 10th June, 1921. 2180

Compagnie dissoute

Company dissolved

La compagnie "Anglo-Canadian Fisheries, Limited."

Avis est par le présent donné que la compagnie "Anglo-Canadian Fisheries, Limited", constituée en corporation par lettres patentes du Dominion, est dissoute, conformément à l'article 6136, S.R.Q., 1909.

Daté ce onzième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2207 C.-J. SIMARD.

"Anglo-Canadian Fisheries, Limited.

Notice is hereby given that Anglo-Canadian Fisheries, Limited, a company incorporated by Federal letters patent is dissolved, in accordance with article 6136 Q.R.S., 1909.

Dated this eleventh day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2208 Assistant Provincial Secretary.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

ADMISSION A L'ETUDE.—ADMISSION TO STUDY.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège School
Rivard.....	Eugène.....	24	Sherbrooke.....	Séminaire Saint-Charles.
Miquelon.....	Paul-Rodolphe.....	19	Danville.....	Collège de Danville. " Sainte-Marie. " Saint-Hyacinthe.

ADMISSION A LA PRATIQUE.—ADMISSION TO PRCATICE.

Abbott.....	Douglas Charles.....	22	Sherbrooke.	
-------------	----------------------	----	-------------	--

Le secrétaire du barreau de Saint-François,
LIONEL FOREST,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

Sherbrooke, 11 juin—11th June, 1921.
2193—2194—24-2

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT FRANCIS.

ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT—ADMISSION TO PRACTICE OF LAW.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Wilson.....	Kenneth, Albert.....	22	Sherbrooke.

Le secrétaire du barreau de Saint-François.

Sherbrooke, 14 juin—14th June 1921. LIONEL FOREST,
Secretary of the Bar of Saint Francis. 2221-22—24-2

BARREAU D'OTTAWA.—BAR OF OTTAWA.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'CTUDE DU DROIT—CANDIDATE FOR ADMISSION TO STUDY OF THE LAW.

Examens de juillet 1921—Examinations of July, 1921.

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Couture.....	J.-Léon.....	23	Hull.....	Collège de Rigaud, Col- lège Sainte-Marie, Univ. d'Ottawa.

Le secrétaire,
P.-A. GAUDET,
Secretary.
2225-26—24-2

Hull, 14 juin—14th June, 1921.
H 3

BARREAU DE MONTREAL—BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 5 juillet 1921.—Examinations, 5th July, 1921.

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
1.—Archambault	L.-R.	23	Saint-Jérôme	Sém. Sainte-Thérèse.
2.—Bayliss	Wm.	18	Montréal	Comm. & Technical High School & Cours de Boissieu.
3.—Bell	L.-O.	20	"	Cours de Boissieu.
4.—Blanshay	H.	20	"	Cours de Boissieu & Brother Boyce.
5.—Boyer	Alfred	23	"	Coll. Sainte-Marie.
6.—Bruchési	Jean	20	"	"
7.—Coderre	C.-E.	22	Saint-Ours	Univ. d'Ottawa.
8.—Cohen	L.-Z.	21	"	McGill University.
9.—Décarie	Geo.-A.	19	"	Coll. Loyola.
10.—Désy	Paul-Emile	19	Westmount	Coll. Ste-Marie.
11.—Echenberg	H.-L.	22	Montréal	McGill University.
12.—Franklin	M.-H.	22	"	"
13.—Geoffrion	Raynal	22	L'Assomption	Cours Leblond de Brumath.
14.—Guibault	Guy	22	Joliette	Coll. de Joliette.
15.—Hannen	F.-R.	18	Montréal	McGill University.
16.—Lachapelle	Pascal	21	Montréal	Coll. de l'Assomption.
17.—Leblanc	Gabriel	21	Napierville	Coll. Ste-Marie.
18.—Lidstone	Victor-John	21	Montréal	High School & McGill Univ.
19.—Long	J.-W.	21	"	St. Mary's College, Halifax.
20.—Macklaier	Wm.-F.	20	"	McGill University.
21.—McMahon	Edouard	16	"	Catholic High School.
22.—Millman	Aaron	33	"	McGill College.
23.—Notkin	B.-M.	21	"	McGill Univ. & Univ. de Montréal.
24.—Ozur	Philip	19	"	Comm. & Technical High School.
25.—Prévost	Paul	21	"	Coll. de l'Assomption.
26.—Silverstein	Moses	21	"	McGill University.
27.—Vallin	A.-L.	17	"	Hoscote Coaching Establishment.
28.—Wolfe	C.	19	"	Catholic High School. 2223-24—24-2
1.—Chabot	Victor	21	La Présentation	Sém. Saint-Hyacinthe.
2.—Demers	René	20	Montréal	Coll. Sainte-Marie.
3.—Giroux	Hercule	19	"	Sém. de Saint-Hyacinthe.
4.—Glazer	Louis	23	"	McGill Univ. & Professor P. Boyce.
5.—Godin	Raymond	20	"	Coll. l'Assomption.
6.—Gross	Myer	19	"	Public & Montreal High Sch.
7.—Lauzon	Henri	23	St-Jos.-du-Lac	Collège Montréal. 2129-30—23-2

Le secrétaire du barreau de Montréal,

J.-P. BRAIS,
Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 6 juin—6th June, 1921.

BARREAU D'ARTHABASKA—BAR OF ARTHABASKA

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT—CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens de juillet 1921—Examinations of July, 1921.

Nom — Name	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence	Collège — College
1.—Samson ..	Jean-Charles...	19 ans—years.	Princeville... ..	Séminaire de Nicolet—Université Saint-Dunstan.
2.—Joyal....	Romulus.....	21 “	Saint-Majorique..	Ecole élémentaire de Saint-Majo- rique—Séminaire de Nicolet.
3.—Marier....	Alexandre.....	21 “	Drummondville..	Collège Saint-Antoine—Séminaire de Nicolet.

Le secrétaire du barreau d'Arthabaska,
WILFRID GIROUARD,
Secretary of the Bar of Arthabaska.
2063-64—23-2

Arthabaska, 4 juin—4th June, 1921.

DISTRICT DE BEDFORD—DISTRICT OF BEDFORD

No — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Gingras.....	Joseph.....	24	Waterloo.

Le candidat ci-dessus se présentera pour l'admission à la pratique aux prochains examens du barreau, en juillet 1921.—The above named will be a candidate for admission to the practice of law at the next examinations of the Bar, in July, 1921.

Le secrétaire du barreau de Bedford,
LOUIS-ARTHUR GIROUX,
Secretary of the Bar of Bedford.

2161—2162

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, 30 mai 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Albert Pelletier, notaire, demeurant et pratiquant dans la paroisse de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. P.-A. Barrette, notaire, du même lieu, qui a cessé, volontairement, de pratiquer comme notaire.

Le sous-secrétaire de la province,
1999—22-2 C.-J. SIMARD.

Quebec, 30th May, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Albert Pelletier, esquire, notary, residing and practicing in the parish of Saint-Jovite, county of Terrebonne, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of P.-A. Barrette, esquire, notary, of the same place, who has voluntarily ceased to practice as notary.

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary. 2000—22-2

Québec, 9 juin 1921.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. J.-A.-Donat Chagnon, notaire, pratiquant et demeurant en la ville du

Quebec, 9th June, 1921.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J.-A.-Donat Chagnon, notary, practicing and residing in the town of Cap-de-la-Madeleine,

Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, district de Trois-Rivières, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Jean Bourque, en son vivant notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2155—23-5 C.-J. SIMARD.

county of Champlain, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Jean Bourque, in his lifetime notary, of the same place.

C.-J. SIMARD,
2156—23-5 Assistant Provincial Secretary.

Ordres de Cour

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9070.

Le 6 juin 1921

Présent : l'honorable Ls-J. Loranger, J. C. S. Euclide Melançon, commerçant, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, district de Joliette demandeur ; vs Josaphat Dupuis, du même lieu ; défendeur ; et Odilon Goulet, commerçant, du village de Saint-Jacques, dit district, opposant.

Vu la requête dudit opposant, et allégation d'insolvabilité du défendeur, il est ordonné que les créanciers dudit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise dans la "Gazette officielle de Québec" à produire leur réclamation contre le défendeur sous quinze jours de la première insertion du présent avis dans ladite "Gazette officielle de Québec".

(Par la Cour)

Vraie copie,

DUCHARME & RIVEST, P. C. S.
2125—23-2

Province de Québec, district de Joliette, Cour supérieure, No 9084.

Le 6 juin 1921.

Présent : l'honorable Ls-J. Loranger, J. C. S. Wilfrid Dugas, commerçant, de la paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan, district de Joliette, demandeur ; vs Josaphat Dupuis, du même lieu, défendeur ; et Edmond Bertrand, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Julienne, dit district, opposant.

Vu la requête dudit opposant et allégation d'insolvabilité, du défendeur, il est ordonné que les créanciers dudit défendeur soient appelés par un avis à être publié deux fois en langue française et deux fois en langue anglaise dans la "Gazette officielle de Québec" à produire leur réclamation contre le défendeur sous quinze jours de la première insertion du présent avis dans ladite "Gazette officielle de Québec".

(Par la Cour)

Vraie copie,

DUCHARME & RIVEST, P. C. S.
2127—23-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9070.

On the 6th of June, 1921

Present : Hon. Justice Ls-J. Loranger, J. S. C. Euclide Melançon, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, district of Joliette, trader, plaintiff ; vs Josaphat Dupuis, of the same place, defendant ; and Odilon Goulet, village of Saint-Jacques, district aforesaid, trader, opposant.

Seeing the petition of the said opposant, and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in, by two publications in the French and English languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

(By the Court)

True Copy,

DUCHARME & RIVEST, P. S. C.
2126—23-2

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 9084.

On the 6th June, 1921.

Present : Hon. Justice Ls-J. Loranger J. S. C. Wilfrid Dugas, of the parish of Saint-Jacques-de-l'Achigan, district of Joliette, trader, plaintiff ; vs Josaphat Dupuis, of the same place, defendant ; and Edmond Bertrand, of the parish of Sainte-Julienne, district aforesaid, farmer, opposant.

Seeing the petition of the said opposant and the alleged insolvency of the said defendant, it is ordered that the creditors of the said defendant be called in, by two publications in the French and English languages, in the "Quebec Official Gazette", and that the creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present order in the said "Quebec Official Gazette".

(By the Court)

True copy,

DUCHARME & RIVEST, P. S. C.
2128—23-2

Soumissions

VILLE DE MONTREAL-EST

Avis par les présentes est donné que le conseil municipal de la ville de Montréal-Est recevra d'ici au 27 juin courant 1921, jusqu'à 4 heures de l'après-midi (heure légale) au bureau du soussigné, secrétaire-trésorier, No 5430, rue Notre-Dame, Montréal-Est, des soumissions cachetées pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la ville de Montréal-Est émises en vertu du règlement No 96 de la ville ; ladite émission autorisée

Tenders

TOWN OF MONTREAL EAST

Notice is hereby given that the municipal council of the town of Montreal-East will receive from now until the 27th of June instant, 1921, till 4 o'clock in the afternoon (standard time), at the office of the undersigned, secretary-treasurer, No. 5430 Notre-Dame street, Montreal-East, sealed tenders for the purchase of \$100,000.00 of debentures of the town of Montreal-East issued in virtue of by-law No. 96 of the

par la Commission Métropolitaine de l'Île de Montréal et approuvée par le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ces obligations seront datées du 1er avril 1921 et remboursables le 1er avril 1941; elles porteront intérêt au taux de 6% par année payable semi-annuellement les premiers octobre et avril de chaque année et seront payables au porteur au bureau principal de la Banque d'Hochelaga, dans les cités de Montréal et de Québec, Canada. Elles seront émises en coupures de \$100.00 ou de \$500.00 chacune, ou les deux.

Chaque soumission doit être accompagnée d'un chèque certifié égal à un pour cent du montant de l'emprunt, et doit mentionner si le prix offert comprend ou exclut l'intérêt accru sur les obligations au temps de la livraison.

Les chèques déposés par les soumissionnaires dont les offres ne seront pas acceptées leur seront remis sans délai; le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

La ville de Montréal-Est ne s'engage pas à accepter la plus haute soumission ni aucune autre.

Donné à Montréal-Est, ce septième jour de juin 1921.

Le secrétaire-trésorier de la ville,
2097—23-2 J. EMERY CODERRE, N. P.

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE DE LAUZON.

Avis public est par les présentes donné que le conseil municipal de la ville de Lauzon recevra d'ici au 22 juin prochain (1921) jusqu'à 4 hrs p. m., au bureau du sousigné, H. Bourassa, secrétaire-trésorier de ladite ville, des soumissions écrites pour l'achat de \$175,000. (cent soixante-quinze mille piastres) d'obligations, étant partie d'une émission plus considérable autorisée par le règlement No 90 de ladite ville, dûment approuvé suivant la loi, avec coupons d'intérêt au taux de 6% par an, intérêts payables semi-annuellement les premiers mai et novembre de chaque année, aux bureaux de la Banque Nationale, à Lauzon et à Québec.

Ces obligations sont de la dénomination de \$100 et multiples de \$100. chacune rachetables par série durant une période de dix ans.

Les soumissions devront porter plus l'intérêt accru.

Toute soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un pour cent (1%) du montant de l'emprunt. Après l'examen des soumissions, les chèques déposés par ceux des soumissionnaires dont la soumission n'aura pas été acceptée leur sera remis sans délai; celui du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Lesdites soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance régulière du conseil municipal de ladite ville qui aura lieu le mercredi, 29 juin (1921) à 8 hrs p. m.

Ledit conseil ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Donné à Lauzon, Qué., ce trente-unième jour de mai mil neuf cent vingt-un.

Le secrétaire-trésorier,
2101—23-2 H. BOURASSA.

town; the said issue authorized by the Metropolitan Commission of the Island of Montreal and approved by the lieutenant-governor in Council.

These debentures will be dated 1st April, 1921, and redeemable 1st April, 1941; they will bear interest at the rate of 6% per annum payable semi-annually on the first days of October and April in each year and be payable to the bearer at the head office of "La Banque d'Hochelaga", in the cities of Montreal and Quebec, Canada. They will be issued in denominations of \$100.00 or \$500.00, or both.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent of the amount of this loan, and must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the debentures at the time of their delivery.

Cheques deposited by the tenderers whose offers will not be accepted will be handed back to them without delay; that of the successful tenderer will be returned to him after the execution of his contract.

The town of Montreal-East does not bind itself to accept the highest or any tender.

Given at Montreal-East, on this seventh day of June, 1921.

J. EMERY CODERRE, N. P.,
2098—23-2 Sec.-treas., town of Mont.-East

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF LAUZON.

Public notice is hereby given that the municipal council of the town of Lauzon will receive from now up to 22nd June (1921) till 4 o'clock p. m., at the office of the undersigned, H. Bourassa, secretary-treasurer of the said town, written tenders for the purchase of debentures of said town, amounting to one hundred and seventy five thousand dollars (\$175,000.) being part of a larger issue authorized under by-law No. 90, duly approved to law, with interest coupons at the rate of six per cent per annum, interest payable semi-annually on the 1st May and November of every year, at the office of La Banque Nationale, at Lauzon or Quebec.

These debentures are of denomination of \$100. and multiple of \$100. each, redeemable by series, during a period of ten years.

The tenders should mention plus accrued interest.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one per cent (1%) of the amount of this loan. After the opening of the tenders, the cheques deposited as aforesaid shall be handed back to the tenderers, except to whom whose offer is accepted, to whom it shall be handed back only after the execution of his contract.

The said tenders will be opened and taken into consideration at the regular meeting of the municipal council of the said town which will be held on Wednesday, on the 29th of June, 1921, at 8 o'clock p. m.

The said council does not bind itself to accept any tender.

Given at Lauzon, Que., this thirty-first day of May, 1921.

H. BOURASSA,
Secretary-Treasurer.

VENTE PAR LE SHÉRIF
BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } PRUDENT MORIN ET
No 185. } AL, demandeurs ; contre
AMEDEE BOULET, défendeur.

La demie-sud-ouest du lot numéro cinq cent soixante-un (½ S.-O. 561) du rang neuf du canton de Crambourne—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon-de-Crambourne, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 15 juin 1921.

[Première publication, 18 juin 1921]

2231—24-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } ARTHUR GODBOUT,
No 5501. } demandeur ; contre
ALEXANDRE BERNARD, défendeur.

Un emplacement faisant partie des lots trente et trente-un (ptie 30 et 31) du cadastre du sixième rang de Shenley-Nord, contenant soixante-quatorze (74) pieds, plus ou moins, sur environ cent quatre-vingt-un (181), borné par le chemin Saint-Jean à l'extrémité nord par le terrain de Gédéon Busque et celui d'Octave Ferland, à l'ouest par celui de J.-P. Vallée et à l'est par celui de Joseph Veilleux—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit-Labre, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain 1921, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GUSTAVE GARANT.

Sain -Joseph, Beauce, 23 mai 1921.

[Première publication, 28 mai 1921]

1877—21-2

SHERIFF'S SALE
BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-ermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } PRUDENT MORIN ET AL,
No. 185. } plaintiffs ; against AME-
DEE BOULET, defendant.

The southwest half of the lot number five hundred and sixty one (S.-W. ½ 561) of range nine of the township of Crambourne—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Odilon-de-Crambourne, on the NINE-TEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 15th June, 1921.

[First publication, 18th June, 1921]

2232—24-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } ARTHUR GODBOUT,
No. 5501. } plaintiff ; against ALEX-
ANDRE RENAUD defendant.

An emplacement forming part of the lots thirty and thirty one (pt 30 and 31) of the cadastre of the sixth range of Shenley-North, containing seventy four (74) feet more or less, by about one hundred and eighty one (181) ; bounded by Saint-Jean road, at the north end by the land of Gédéon Busque and that of Octave Ferland, on the west by that of J.-P. Vallée and on the east by that of Joseph Veilleux—with the buildings thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Benoit-Labre, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1921 at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GUSTAVE GARANT,
Sheriff.

Saint-Joseph, Beauce, 23rd May, 1921.

[First publication, 28th May, 1921]

1878—21-2

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } ELISÉE BELLE-
District de Joliette. } ROSE, deman-
No 8352. } deur ; vs JAMES
GRANDCHAMP, défendeur.

Tous les biens immobiliers du défendeur et notamment :

Une terre située en la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, dans le premier rang du canton Brassard, connue et désignée sous le No 47 sur le plan et dans le livre de renvoi officiels dudit canton Brassard, contenant cent acres en superficie ; bornée en front par un nommé Ducharme ou représentants, en profondeur par les terres de la Couronne, d'un côté par Maxime

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ELISÉE BELLE-
District of Joliette. } ROSE, plaintiff ;
No. 8352. } vs JAMES GRAND-
CHAMP, defendant.

The whole of the immoveable property of the defendant and notably :

A farm situate in the parish of Saint-Michel-des-Saints, in the first range of the township Brassard, known and designated under the No. 47 on the official plan and book of reference of the said township Brassard, containing one hundred acres in area ; bounded in front by a party named Ducharme or representatives, in depth by the Crown lands, on one

Boisvert ou représentants, de l'autre côté par Arthur DeLorme ou représentants—le tout avec la maison et les autres constructions érigées sur ladite terre.

Pour être vendus le MARDI, VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1921, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-des-Saints, dans le district de Joliette, à DIX heures A.M. (heure avancée).

Bureau du shérif, Le shérif,
GEORGES DES ROCHES.

Ce 21 mai 1921. 1907—21—2
[Première publication, 28 mai 1921]

side by Maxime Boisvert or representatives, on the other side by Arthur DeLorme or representatives—the whole with the house and other buildings erected on the said farm.

To be sold on TUESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1921, at the church door of the parish of Saint-Michel-des-Saints, in the district of Joliette, at TEN o'clock A.M. (new time).

Sheriff's office. GEORGES DES ROCHES,
Sheriff.

21st May, 1921. 1908—21—2
[First publication, 28th May, 1921]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) JOSEPH-DOMINIQUE
No 86.) LEMAY, marchand

et agent, de la ville de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur; contre THE ROSE PARK COMPANY, LIMITED corps légalement constitué, ayant son bureau che et sa principale place d'affaires en la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, dit district, défenderesse.

a. Les lots connus et désignés comme étant les lots numéros un jusqu'au numéro deux cent trente-huit, inclusivement, de la subdivision officielle du terrain primitif numéro cinquante-neuf (59) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal; ledit lot 59 contenant un arpent de largeur sur dix-sept arpents, deux perches de profondeur, formant dix-sept arpents, vingt perches en superficie; borné à un bout par le numéro soixante (60), à l'autre bout par les terres de la Côte de la Pointe-aux-Trembles, d'un côté par le numéro cinquante-huit (58) et l'autre côté par le numéro soixante-un (61);

b. Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros un jusqu'au numéro six cent vingt (620), inclusivement, de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-huit (58) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, ledit lot 58 de figure irrégulière contenant quarante-cinq arpents, quatre-vingt-deux perches en superficie; borné en front par les numéros cinquante-sept et soixante (57-60), en profondeur par les terres de la Côte de la Pointe-aux-Trembles, d'un côté par les numéros cinquante-six et cinquante-sept (56-57) et de l'autre côté par le numéro cinquante-neuf (59);

c. Les lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros un jusqu'au numéro deux cent vingt-un (221), inclusivement, de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-six (56) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, ledit lot 56 contenant un arpent de largeur sur quatorze arpents, huit perches de profondeur dans une ligne, quinze arpents et une perche dans l'autre, formant quatorze arpents et quatre-vingt-quinze perches en superficie; borné à un bout par le numéro cinquante-sept, à l'autre bout par les terres de la Côte de la Pointe-aux-Trembles, d'un côté par le numéro cinquante-cinq (55) et de l'autre côté par le numéro cinquante-huit (58), le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal to wit :) JOSEPH-DOMINIQUE
No. 6.) LEMAY, merchant

and agent, of the town of Lachute, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff; against THE ROSE PARK COMPANY, LIMITED, a legally incorporated body, having its head office and principal place of business in the town of Lachute, county of Argenteuil, said district, defendant.

a. The lots known and designated as being the lots number one up to number two hundred and thirty eight, inclusively, of the official subdivision of the primitive lot of land number fifty nine (59) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal; the said lot 59 containing one arpent in width by seventeen arpents and two perches in area; bounded on one end by the number sixty (60), on the other end by the lands of Côte de la Pointe-aux-Trembles, on one side by the number fifty eight (58) and on the other side by the number sixty one (61);

b. The lots of land known and designated as being the lots number one up to number six hundred and twenty (620), inclusively, of the official subdivision of the lot number fifty eight (58) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal; the said lot 58 of irregular outline containing forty five arpents and eighty two perches in area; bounded in front by the numbers fifty seven and sixty (57-60), in depth by the lands of Côte de la Pointe-aux-Trembles, on one side by the numbers fifty six and fifty seven (56-57), and on the other side by the number fifty nine (59);

c. The lots of land known and designated as being the lots number one up to number two hundred and twenty one (221), inclusively, of the official subdivision of the lot number fifty six (56) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal; the said lot 56 containing one arpent in width by fourteen arpents and eight perches in depth on one line, fifteen arpents and one perch on the other, forming fourteen arpents and ninety five perches in area; bounded on one end by the number fifty seven, on the other end by the lands of Côte de la Pointe-aux-Trembles, on one side by the number fifty five (55) and on the other side by the number fifty eight (58)—the whole forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.
Bureau du shérif. Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 juin 1921.
[Première publication, 18 juin 1921]
2235—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) SAMUEL FILGATE,
No 2235.) FILS, demandeur ; vs
LEO-LORNE LEET, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement situé dans la municipalité de Como, district de Montréal, faisant partie du lot connu et désigné sous le No deux mille des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel-de-Vaudreuil, comté de Vaudreuil. Le dit emplacement contient une largeur de cent quarante-deux pieds de front et d'arrière par toute la profondeur entre le chemin public et le lac des Deux-Montagnes, laquelle profondeur est, dans la ligne ouest, approximativement de quatre cent cinquante pieds, le tout d'après la mesure anglaise et plus ou moins; ledit emplacement tel qu'actuellement enclos; et est borné en front au sud par le chemin public, en arrière par le lac des Deux-Montagnes, d'un côté à l'ouest par la propriété d'un nommé Malette ou représentants et de l'autre côté à l'est par le résidu dudit lot No 2000, appartenant à la succession de feu William Darling ou représentants—avec une maison en bois et ses dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas-d'Aquin-de-Hudson, le VINGT-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX,

Montréal, 15 juin 1921. 2237—24-2
[Première publication, 18 juin 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir :) HENRY FRY, de-
No 2257.) mandeur ; vs JOHN-
EDWARD SCOTT ET AL, défendeurs.

Les deux lots de terre ayant front sur l'avenue Bedbrooke, dans la ville de Montréal-Ouest, étant les subdivisions cent dix-sept et cent dix-huit du plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro cent trente-huit (138-117 et 118) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant chacun soixant-pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
Bureau du shérif, Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 25 mai 1921. 1905—21-2
[Première publication, 28 mai 1921]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir :) DANS une cause où AR-
No 641.) THUR PAQUIN,
mineur, du village de Montauban, et ROSE
PETITCLERC, épouse commune en biens dudit

on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office. L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th June, 1921.
[First publication, 18th June, 1921]
2236—24-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) SAMUEL FILGATE,
No. 2235.) JUNIOR, plaintiff ; vs
LEO-LORNE LEET, defendant.

A lot of land or emplacement situate in the municipality of Como, district of Montreal, forming part of the lot known and designated under the No. two thousand on the official plan and book of reference of the parish of Saint Michel-de-Vaudreuil, county of Vaudreuil. The said emplacement contains a width of one hundred and forty two feet in front and in rear by all the depth between the public road and the lake of Two Mountains, which depth, in the west line, is approximatively four hundred and fifty feet, all English measure and more or less; the said emplacement as now enclosed by fences and is bounded in front to the south by the public road, in rear by the lake of Two Mountains, on one side to the west by the property of one Malette or representatives and on the other side to the east by the remainder of said lot No. 2000, belonging to the estate of the late William Darling or representatives—with a frame house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Thomas-d'Aquin-de-Hudson, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 15th June, 1921. 2238—24-2
[First publication, 18th June, 1921]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit :) HENRY FRY, plaintiff;
No. 2257.) vs JOHN-EDWARD
SCOTT ET AL, defendants.

Those two certain lots of land fronting on Bedbrooke avenue, in the town of Montreal-West, being subdivisions one hundred and seventeen and one hundred and eighteen on the subdivision plan duly made and fyled of lot number one hundred and thirty eight (138-117 & 118) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, each containing sixty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.
Sheriff's office, L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Montreal, 25th May, 1921. 1906—21-2
[First publication, 28th May, 1921]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit :) IN a cause wherein ARTHUR
No. 641.) PAQUIN, miner, of the
village of Montauban, and ROSE PETIT-
CLERC, wife common as to property of the said

Arthur Paquin étaient demandeurs ; contre LOUISE THIFFEAULT, épouse commune en biens de Anselme Sansquartier, et ledit ANSELME SANSQUARTIER, mineur, du village de Montauban, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, étaient défendeurs. Lesdits défendeurs contre lesdits demandeurs, savoir :

Une maison en bois, avec cheminée en briques, d'une dimension de 26 pieds par 28, couverte en papier, ainsi qu'un hangar d'environ 12 pieds carrés, couvert en papier, construits sur la subdivision No 42 (quarante-deux) du lot No 212 (deux cent douze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ubalde, comté de Portneuf. Ledit lot de terre situé au premier rang du canton Montauban.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Ubalde, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Québec, 2 juin 1921. 2041—22-2
[Première publication, 4 juin 1921]
[Deuxième publication, 18 juin 1921]

Arthur Paquin, were plaintiffs ; against LOUISE THIFFEAULT, wife common as to property of Anselme Sansquartier, and the said ANSELME SANSQUARTIER, miner, of the village of Montauban, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, were defendants. The said defendants against the said plaintiffs, to wit :

A wooden house, with brick chimney, measuring 26 by 28 feet, paper covered, together with a shed of about 12 feet square, paper covered, erected on the subdivision No. 42 (forty two) of the lot No. 212 (two hundred and twelve) of the official cadastre for the parish of Saint-Ubalde, county of Portneuf. Said lot of land being in the first range of the township of Montauban.

To be sold at the church door of Saint-Ubalde, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Quebec, 2nd June, 1921. 2042-22-2
[First publication, 4th June, 1921]
[Second publication, 18th June, 1921]

ROBERVAL

Dans la Cour de circuit.

Province de Québec, } ADRIEN CHARLE-
District de Montréal. } BOIS, de la cité et
A savoir : No 7407. } district de Montréal, agent,
demandeur ; vs ADALBERT TRUDEL, autrefois
de la cité et district de Montréal, maintenant de
Saint-Michel-de-Mistassini, Lac Saint-Jean, dis-
trict de Roberval, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro un (No 1-rg8) du huitième rang du canton Racine, dans le comté de Lac-Saint-Jean, de la contenance de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, dans le comté de Lac Saint-Jean, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain (1921), à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
GEO. LEVESQUE.

Roberval, 14 juin 1921. 2233—24-2
[Première publication, 18 juin 1921]

ROBERVAL

In the Circuit Court.

Province of Quebec, } ADRIEN CHARLE-
District of Montreal. } BOIS, of the city
To wit : No. 7407. } and district of
Montreal, agent, plaintiff ; vs ADALBERT
TRUDEL, heretofore of the city and district
of Montreal, now of Saint-Michel-de-Mistas-
sini, Lake Saint John, district of Roberval,
defendant.

The lot of land known and designated under the number one (No. 1-8th range) of the eighth range of the township of Racine, in the county of Lake Saint John, containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Michel-de-Mistassini, in the county of Lake Saint John, on the NINETEENTH day of JULY next (1921), at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, GEO. LEVESQUE,
Sheriff.

Roberval, 14th June, 1921. 2234—24-2
[First publication, 18th June, 1921]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : } WILFRID
No 1045. } GUIL-
BAULT, demandeur ; contre ARTHUR ST.
ONGE, défendeur.

1. Une terre sise et située sur le rang Saint-George, en la paroisse de Saint-Liboire, connue et désignée sous le lot numéro quatre cent trente-deux (432) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées ;

2. Une autre terre sise et située sur le septième

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, to wit : } WILFRID GUIL-
No. 1045. } BAULT, plain-
tiff ; against ARTHUR ST. ONGE, defendant.

1. A land situate on Saint George range, in the parish of Saint-Liboire, known and designated under lot number four hundred and thirty two (432) on the official plan and book of reference of the said parish — with buildings thereon erected ;

2. Another land situate on the seventh range,

rang, en la paroisse de Saint-Dominique, connue et désignée sous le lot numéro cent trente-trois (133) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MARDI, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain (1921), à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 13 juin 1921. 2229—24-2
[Première publication, 18 juin 1921]

in the parish of Saint-Dominique, known and designated under lot number one hundred and thirty three (133) on the official plan and book of reference of said parish.

To be sold at the parochial church door of Saint-Liboire, on TUESDAY, the NINE-TEENTH day of JULY next (1921), at HALF passed TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff office, JOS.-L. CORMIER,
Sheriff.
Saint-Hyacinthe, 13th June, 1921. 2230—24-2
[First publication, 18th June, 1921]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } DONAT GELI-
No 493. } NNAS, deman-
deur ; vs THOMAS DESCHENES, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :
Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan-Falls, sur la rue Dollard, connu et désigné sous le numéro cent seize de la subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-quatre (624-116) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, contenant cinquante pieds et six pouces de largeur sur cent pieds et six pouces de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Marc-de-Shawinigan, en la ville de Shawinigan-Falls, le VINGT-NEUVIEME jour de JUNE prochain 1921, à DIX heures du matin (heure solaire).

Bureau du shérif, Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.
Trois-Rivières, 21 mai 1921. 1901—21-2
[Première publication, 28 mai 1921]

Arrêté en Conseil

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 10 juin 1921.

Présent : le lieutenant-gouverneur en Conseil.
Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 117 de la loi des liqueurs alcooliques, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut établir, amender ou remplacer le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, constables, avocats, témoins et officiers, dans toute poursuite ou action.

Attendu qu'en vertu des dispositions de l'article 3550 S.R., 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en Conseil imposer la taxe ou le droit qu'il juge convenable sur les procédures judiciaires dans tous les districts autre que le district de Pontiac, et spécialement sur toute procédure devant un juge de paix, officier de justice ou magistrat ou devant un tribunal quelconque.

IL EST ORDONNÉ que le tarif ci-dessous soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
A. MORISSET.

TARIF DES HONORAIRES accordés aux greffiers, huissiers, constables, avocats, témoins, ins-

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } DONAT GELINAS,
No. 493. } plaintiff ; vs THOMAS DESCHENES, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :
An emplacement situate in the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, on Dollard street, known and designated under the number one hundred and sixteen of the subdivision of the cadastral lot number six hundred and twenty four (624-116) on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore, containing fifty feet and six inches in width by one hundred feet and six inches in depth, more or less—with the buildings thereon, circumstances and dependences.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Marc-de-Shawinigan, in the town of Shawinigan-Falls, on the TWENTYNINTH day of June next, 1921, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.
Three Rivers, 21st May, 1921. 1902—21-2
[First publication, 28th June, 1921]

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 10th June, 1921.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.
Whereas under the provisions of article 117 of the Alcoholic Liquor Act, the Lieutenant-Governor in Council may make, amend or replace the tariff of fees which may be granted to any clerk, bailiff, constable, advocate, witness, and officer, in any suit or action.

Whereas under the provisions of article 3550 R.S. 1909, the Lieutenant Governor may, by Order-in-Council, impose such tax or duty as He sees fit, on any judicial proceedings in all the districts other than the district of Pontiac, and especially on any proceedings before any justice of the peace, judicial officer or magistrate or before any tribunal whatever :

IT IS ORDERED that the hereunder tariff be adopted.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

TARIF OF FEES GRANTED to clerks, bailiffs, constables, advocates, witnesses, inspectors and

pecteurs et officiers de la Commission des liqueurs, en vertu de la Loi des Liqueurs.

1er. Dans toutes poursuites ou actions intentées devant la Cour de circuit :

a. Les honoraires du greffier et la taxe imposable sont déterminés par le tarif de la Cour de circuit pour les actions de troisième classe ;

b. Les honoraires des avocats sont ceux accordés par le tarif des avocats devant la Cour de circuit dans les actions de troisième classe ;

c. Les honoraires des huissiers sont ceux accordés par le tarif des huissiers dans la troisième classe d'actions de la Cour de circuit ;

d. Les témoins sont rémunérés conformément aux dispositions des règles de pratique de la Cour de circuit relatives aux témoins.

2ième.—Dans toutes les autres poursuites ou actions, les honoraires sont déterminées de la manière suivante :

A. Le greffier aura droit d'exiger les honoraires et taxes payables en vertu du tarif des greffiers de la paix et des greffiers des juges de paix ;

B. Les huissiers, constables, inspecteurs ou officiers de la Commission auront droit aux honoraires suivants :

- 1. Pour la signification d'un mandat, sommation, subpoena, ordre, rapport ou procédure quelconque \$ 0.35
- 2. Pour chaque arrestation 1.50
- 3. Pour la saisie et la vente en vertu d'un mandat, y compris la publication. 2.50
- 4. Pour une saisie non suivie de vente. . 1.50
- 5. Pour chaque mille parcouru pour signifier toute pièce de procédure ou exécuter les ordres de la Commission (sans octroi des frais de route pour retour)..... 0.35

"Les frais de route ci-dessus ne sont exigibles que pour les distances nécessairement parcourues d'un endroit à un autre sans sortir des limites d'un district judiciaire. Lorsqu'un Grand constable, huissier ou constable doit sortir des limites du district judiciaire où il a son domicile, il a droit à un honoraire de \$3.00 par jour ou entre de ses déboursés réels de voyage."

"Pour les fins du présent tarif, le territoire ajouté au district de Québec par la section 5, chapitre 14 du Statut 7 Geo. V, est considéré en dehors des limites dudit district de Québec."

6. Quand la somme fixée par l'article précédent n'est pas suffisante pour rembourser l'officier de ses dépenses réelles de voyages, il pourra lui être accordé, au lieu et place des frais de transport fixés ci-dessus, telle autre somme jugée équitable et établie par le serment dudit officier.

C. L'avocat aura droit aux honoraires suivants :

- 1. Si l'aveu de culpabilité est enregistré le ou avant le jour du rapport \$10.00
- 2. Si l'aveu de culpabilité est enregistré après le jour du rapport 15.00
- 3. Si un ou des témoins sont examinés. . 25.00

4. Un honoraire de \$5.00 par remise accordée à la demande du défendeur sera payable, au préalable, à l'avocat.

5. Dans les cas d'appel, les honoraires payables à l'avocat sont ceux alloués par l'article 69 du tarif des avocats devant la Cour supérieure.

officers of The Liquor Commission, under the Liquor Act.

1.—In any suit or action instituted before the Circuit Court :

a. The fees of the clerk and the imposable tax are determined by the tariff of the Circuit Court for actions of the third class ;

b. The fees of the advocates are those granted by the tariff of advocates before the Circuit Court in actions of the third class ;

c. The fees of the bailiffs are those granted by the tariff of the bailiffs in the third class of actions of the Circuit Court ;

d. The witnesses are paid in accordance with the rules of practice of the Circuit Court respecting witnesses .

2.—In all other suits or actions the fees are determined in the following manner :

A. The clerk shall be entitled to the fees and taxes payable under the tariff of the clerks of the peace and the clerks of the justices of the peace ;

B. The bailiffs, constables, inspectors or officers of the Commission, shall be entitled to the following fees :

- 1. For the service of a warrant, summons, subpoena, order, return or process whatever \$ 0.35
- 2. For every arrest..... 1.50
- 3. For the seizure and sale under a warrant including publication..... 2.50
- 4. For a seizure not followed by sale..... 1.50
- 5. For every mile travelled for the service of any process or the execution of the orders of the Commission (without any mileage allowance for return)..... 0.35

"The above mileage costs can only be charged for the distances necessarily travelled from one place to another without going beyond the limits of a judicial district. When a High Constable, Bailiff or Constable must go beyond the limits of the judicial district where he has his domicile, he has the right to a fee of \$3.00 per day in addition to his actual travelling expenses."

"For the purposes of the present tariff, the territory added to the district of Québec by section 5, ch. 14 of the Statute 7 Geo. V, is considered beyond the limits of the said district of Québec."

6. When the sum fixed by the foregoing article is not sufficient to reimburse the officer for his actual travelling expenses, there may be granted him, instead of the travelling expenses fixed above, such other sum as may be deemed just and established by the oath of said officer.

C. The advocate shall be entitled to the following fees :

- 1. If a plea of guilty is registered on or before return..... 10.00
- 2. If the plea of guilty is registered after return..... 15.00
- 3. If one or several witnesses are examined..... 25.00

4. A fee of \$5.00 per postponement granted at the request of the defendant shall be payable in advance to the advocate.

5. In case of appeal the fees payable to the advocate are those allowed by article 69 of the tariff of advocates before the Superior Court.

D. Le témoin aura droit à l'indemnité accordée aux témoins de la Couronne (3402 S.R., 1909, et amendements). 2239

D. The witness shall be entitled to the allowance granted to Crown witnesses (3402 R.S. 1909 and amendments). 2240

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Assistant-Procureur-Général
Suppléant. } **A**T T E N D U
que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Matane, dans le district de Rimouski, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Dunière ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Dunière, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Matane, dans ledit district de Rimouski, dans Notredite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable ministre des Terres et Forêts, dans Notredite province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de notredite province, savoir :

Le territoire—dans le comté de Matane—à être érigé en un canton, sous le nom de "canton de Dunière", est borné : vers le nord-ouest, par le canton de Joffre ; vers le nord-est, par les cantons projetés de Richard et de Clark ; vers le sud-est, par le canton de Gravier (projeté) et vers le sud-ouest, par le canton de Bontet ; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Du coin sud du canton de Joffre, qui fait aussi le coin ouest dudit canton de Dunière, une longueur de mille deux cent une chaînes quatre-vingt-quatorze chaînons (1201.94), plus ou moins, mesurée, dans la direction sud quarante-cinq degrés est (S. 45° E.) astronomique, sur la limite nord-est du canton de Bontet, jusqu'au coin est de ce dernier canton ; de ce coin, qui est aussi le coin sud dudit canton de Dunière, une autre ligne menée, nord soixante-neuf degrés est

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON,
Acting Deputy-Attorney-
General. } **W**H E R E A S in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intitled : "An Act for the Union of Canada, Nova-Scotia and New-Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that, "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" And whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Matane, in the district of Rimouski, in Our Province of Quebec, a township by the name of the township of Dunière ;

Now Know YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Dunière, that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Matane, in the said district of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The territory—in the county of Matane—to be erected into a township under the name of "township of Dunière", is bounded : on the northwest by the township of Joffre, on the northeast by the projected townships of Richard and of Clark, on the southeast by the township of Gravier (projected) and on the southwest by the township of Bontet, its boundaries are described as follows, to wit :

From the south corner of the township of Joffre which also forms the west corner of the said township of Dunière, a length of one thousand two hundred and one chains and ninety four links (1201.94), more or less, measured in the direction south forty five degrees east (S. 45° E.) astronomically, on the northeast boundary of the township of Bontet, to the east corner of this latter township ; from the said corner which is also the south corner of the said

(N. 69o E.) astronomique, jusqu'à une distance de huit cent dix chaînes quatre-vingt-quatorze chaînons (810.94), plus ou moins, à un point situé dans le prolongement—suivant S. 45o E. astronomique—de la limite nord-est du canton de Joffre ; de ce point, qui fait le coin nord du canton de Gravier (projeté) et le coin est dudit canton de Dunière, une troisième ligne menée—N. 45o O. astronomique,—suivant le prolongement susdit et sur la longueur de mille deux cent soixante-seize chaînes soixante-quatorze chaînons (1276.74), plus ou moins, jusqu'au coin est du canton de Joffre, déjà déterminé par un poteau planté par l'arpenteur Louis Giroux, en 1920, puis de ce poteau, qui fait aussi le coin nord dudit canton de Dunière, la limite sud-est de Joffre, longue de sept cent quatre-vingt-trois chaînes soixante chaînons (783.60), plus ou moins, en la suivant sur son azimuth sud soixante-quatre degrés ouest (S. 64o O.) astronomique, tel que décrété par la proclamation, jusqu'au coin du départ.

Le canton de Dunière, tel que ci-dessus délimité, renferme une étendue de quatre-vingt-dix mille (90,000) acres, plus ou moins, en superficie, tel que le tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts :

ET DE PLUS conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le deuxième jour du mois de juillet prochain (1921), sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que ladite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter dudit deuxième jour du mois de juillet prochain (1921), un canton sous le nom de canton de Dunière, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tous faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant ladite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Dunière, comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement de Notre province de Québec, ce quinzième jour du mois de juin en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

2217

C.-J. SIMARD.

township of Dunière, another line drawn north sixty nine degrees east (N. 69o E.) astronomically, for a distance of eight hundred and ten chains and ninety four links (810.94), more or less, to a point situate in the prolongation—following S. 45o E. astronomically—of the northeast limit of the township of Joffre ; from the said point which forms the north corner of the township of Gravier (projected) and the east corner of the said township of Dunière, a third line drawn—N. 45o W. astronomically—following the aforesaid prolongation and for a length of one thousand two hundred and seventy six chains and seventy four links (1276.74), more or less, to the east corner of the township of Joffre, already determined by a post planted by the surveyor Louis Giroux, in 1920, then from this post which also forms the north corner of the said township of Dunière, the southeast limit of Joffre, seven hundred and eighty three chains and sixty links (783.60) in length, more or less, following it on its azimuth south sixty four degrees west (S. 64o W.) astronomically, as decreed by the proclamation, to the point of departure.

The township of Dunière, as hereinabove bounded, comprises ninety thousand (90,000) acres, more or less, in area ; as the whole appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Department of Lands and Forests.

AND WE DO FURTHER, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the second day of the month of July next, 1921, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said second day of the month of July next, 1921, a township by the name of the township of Dunière, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Dunière.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this fifteenth day of July, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twentyone and in the twelfth of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

2218

Assistant Provincial Secretary.

Avis est de plus donné que la proclamation

Notice is further given that the proclamation

publiée dans la "Gazette Officielle de Québec," à la page 970, du 7 mai 1921, aux numéros 1605-06, re : "Canton de Dunière," est nul.

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :—

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } ATTENDU que dans
Assistant-Procureur- } et par un Acte du
Général Suppléant. } Parlement de Notre
Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autres choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Matane, dans le district de Rimouski, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Bontet ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Bontet, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Matane dans le dit district de Rimouski, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province, savoir :

Le territoire—dans le comté de Matane—à être érigé en un canton, sous le nom de "Le canton de Bontet", est bornée vers le nord-ouest, par le canton de Leclercq ; vers le nord-est, par le canton de Joffre et celui de Dunière (projeté) ; vers le sud-est, par les cantons de Catalogne et de Gravier (projetés) et vers le sud-ouest, par le canton de Lagrange (projeté). Ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Du coin sud du canton de Leclercq, une ligne—dont la première partie jusqu'à la rivière à la Truite est déjà tirée—menée sud quarante-cinq degrés est (S.-45o E.) astronomique, sur la longueur de onze cent quatre-vingts (1180) chaînes, plus ou moins, jusqu'à l'intersection de la ligne qui, à partir du coin est du canton de Casault, sera tirée sur la course nord soixante-neuf degrés est (N.-69o E.) astronomique ; de cette intersection, qui établit le coin est du canton de Lagrange (projeté) et le coin sud dudit canton de Bontet, une autre ligne à être tirée suivant la course en dernier lieu mentionnée, jusqu'à la distance de sept cent quatre-vingt-huit chaînes soixante-dix-huit chaînes (788.78), plus ou moins, à un point situé dans le prolongement—

publish in the "Quebec Official Gazette" of the 7th of May, 1921, one page 970, Nos. 1905-06, re : "Township of Dunière," is null.

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :—

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, } WHEREAS in and by
Acting Deputy- } an act of the
Attorney-General. } Parliament of Our United
Kingdom of Great Britain and Ireland, and
intituled : "An Act for the Union of Canada,
Nova-Scotia and New-Brunswick and the Govern-
ment thereof, and for other purposes connected
therewith," it is amongst other things enacted,
that, "the Lieutenant Governor of Quebec may,
from time to time, by Proclamation, under the
Great Seal of the Province, to take effect from
a day to be appointed therein, constitute town-
ships in those parts of the Province of Quebec,
in which townships are not then already con-
stituted, and fix the metes and bounds thereof ;"
And whereas, We have thought fit to con-
stitute a certain tract of our waste lands situate
and being in the county of Matane, in the district
of Rimouski, in Our Province of Quebec, a
township by the name of the township of Bontet ;

Now Know YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Bontet, that certain tract or our waste lands situated and being in the county of Matane, in the said District of Rimouski, in Our Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province, to wit :

The territory—in the county of Matane—to be erected into a township, under the name of "The township of Bontet" is bounded : on the northwest by the township of Leclercq ; on the northeast, by the township of Joffre and that of Dunière (projected) ; on the southeast, by the townships of Catalogne and Gravier (projected) and on the southwest, by the township of Lagrange (projected) Its limits are described as follows, to wit :

From the south corner of the township of Leclercq, a line—the first portion thereof to the river à la Truite being already drawn—running south forty five degrees east (S. 45o E.) astronomically, and eleven hundred and eighty (1180) chains long, more or less, to the intersection of the line which, commencing at the east corner of the township of Casault, will be drawn in the direction north sixty nine degrees east (N. 69o E.) astronomically ; from this intersection, which establishes the east corner of the township of Lagrange (projected) and the south corner of the said township of Bontet, another line to be drawn in the last mentioned direction, for a distance of seven hundred and eighty eight chains and seventy eight links (788.78) more or

suivant S. 45° E. astronomique—de la ligne limitative entre les cantons de Leclercq et de Joffre ; de ce point, qui fait coin commun au canton de Dunière et à celui de Bontet, une troisième ligne menée sur le prolongement susdit, dans la direction nord quarante-cinq degrés ouest (N. 45° O.) astronomique et sur la longueur de mille deux cent trente-cinq chaînes quatre-vingt-quatorze chaînons (1235.94), plus ou moins, jusqu'au coin est du canton de Leclercq, puis, de ce coin, qui fait aussi le coin nord dudit canton de Bontet, la limite sud-est de Leclercq, en la suivant sur sa longueur de sept cent soixante-dix chaînes quatre-vingt-un chaînons (770.81) plus ou moins, et suivant l'azimut sud soixante-cinq degrés douze minutes ouest (S. 65° 12' O.), le tout tel que déjà déterminé par la proclamation, jusqu'au point de départ, qui est aussi le coin ouest dudit canton de Bontet.

Le canton de Bontet, tel que ci-dessus délimité, renferme une étendue de quatre-vingt-sept mille (87,000) acres, plus ou moins en superficie ; tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS conformément aux dispositions dudit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le deuxième jour du mois de juillet prochain (1921), sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en vigueur, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit deuxième jour du mois de juillet prochain (1921) un canton sous le nom du canton de Bontet à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Bontet, comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce QUINZIÈME jour du mois de JUIN en l'année mil neuf cent vingt-et-un de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,

2219 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

less, to a point situate in the production—running S. 45° E. astronomically—of the divisional line between the townships of Leclercq and Joffre ; from this point which is the common corner of the township of Dunière and that of Bontet, a third line drawn along the aforesaid production, in the direction north forty five degrees west (N. 45° W.) astronomically and twelve hundred and thirty five chains, ninety four links (1235.94), more or less, to the east corner of the township of Leclercq, then, from this corner which is also the north corner of said township of Bontet, the southeast limit of Leclercq, following the same for a length of seven hundred and seventy chains eighty one links (770.81) more or less, and following the azimuth south sixty five degrees, twelve minutes west (S. 65° 12' W.), the whole as already fixed by the proclamation, to the point of commencement, which is also the west corner of the said township of Bontet.

The township of Bontet, as hereabove bounded and limited, contains eighty seven thousand (87,000) acres, more or less in area ; as the whole appears on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

AND WE DO FURTHER, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the second day of the month of July next (1921), shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said track of land so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said second day of the month of July next (1921), a township by the name of the township of Bontet, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint-Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this FIFTEENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty-one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

2220 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Avis est de plus donné que la proclamation publiée dans la "Gazette Officielle de Québec", à la page 968, du 7 mai 1921, aux numéros 1603-04, re : "Canton de Bontet" est nul.

Notice is further given that the proclamation published in the "Quebec Official Gazette" of the 7th May, 1921, on page 968, Nos 1603-04, re : "Township of Bontet", is null.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:—

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Assistant-Procureur- }
Général-Suppléant. } ATTENDU que le se-
crétaire des commis-
saires dûment nommés
pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Montréal, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique en date du 14 avril 1920, de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, et aussi ledit décret canonique, dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Amable, dans le comté de Verchères, dans ledit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire à être érigé en paroisse, pour les fins civiles, sous le nom de "la paroisse de Saint-Amable", dans le comté de Verchères,—se situe dans les sixième, septième, huitième et neuvième concessions de la seigneurie de Belœil et est démembré des paroisses de : Saint-Marc-de-Cournoyer, Saint-Mathieu de Belœil et Sainte-Julie ; ce territoire, en référence au numérotage des lots du cadastre officiel pour chacune de ces trois paroisses, est formé :

1—Dans Saint-Marc-de-Cournoyer : des lots numéros de deux cent trente-un (231) à trois cent soixante-huit (368) ;

2—Dans Saint-Mathieu-de-Belœil: des lots numéros de quatre cent trente-quatre (434) à cinq cent soixante-trois (563) ;

3—Dans Sainte-Julie: des lots numéros : de cent soixante-cinq (165) à deux cent vingt-six (226) et de trois cent cinquante-huit (358) à cinq cent soixante-douze (572), tous inclusivement, chacun à chacun.

A CES CAUSES, NOUS AVONS confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Amable, ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Amable, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable SIR CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Con-

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

J.-A. HUDON, }
Acting-Deputy- }
Attorney-General. } WHEREAS the secre-
tary to the duly
appointed Commission-
ers for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Montréal, in Our Province of Québec, canonically acknowledge and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree dated the 14th of April, 1920, of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint-Amable, in the county of Verchères, in the said Roman Catholic Diocese of Montreal to be as follows, that is to say :

The territory to be erected into a parish, for civil purposes, under the name of "The parish of Saint-Amable", in the county of Verchères,—is situated in the sixth, seventh, eighth and ninth concessions of the seigniorie of Belœil and is detached from the parishes of : Saint-Marc-de-Cournoyer, Saint-Mathieu-de-Belœil and Sainte-Julie ; this territory with reference to the numbering of the lots of the official cadastre for each of the three above parishes, is made up :

1—In Saint-Marc-de-Cournoyer: of the lots numbers from two hundred and thirty one (231) to three hundred and sixty eight (368) ;

2—In Saint-Mathieu-de-Belœil: of the lots numbers from four hundred and thirty four (434) to five hundred and sixty three (563) ;

3—In Sainte-Julie: of the lots numbers: from one hundred and sixty five (165) to two hundred and twenty six (226) and from three hundred and fifty eight (358) to five hundred and seventy two (572), all inclusive.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint-Amable, aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint-Amable to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member

seil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'PHôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TREIZIEME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent vingt et un, de l'ère chrétienne et de Notre règne la douzième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
2227 C.-J. SIMARD.

of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRTEENTH day of JUNE, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty one, and in the twelfth year of Our Reign.

By command,
C.-J. SIMARD,
2228 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Paradis & Marier, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du neuvième jour de juin 1921, constituant en corporation : Adolphe Marchesault, comptable ; Richard-R. Allyn, J.-B.-Lucien Moraud, avocats ; tous de la cité et du district de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de bois en général, acheter, louer, vendre, hypothéquer et autrement acquérir ou disposer de concessions forestières, en faire l'exploitation pour eux-mêmes ou pour d'autres, acheter, louer, vendre, hypothéquer des scieries, pulperies, moulins, et généralement acquérir ou disposer de tous meubles ou immeubles pour les fins de ce commerce ;

Faire le commerce en gros et en détail pour eux-mêmes ou comme agents ou représentants de denrées alimentaires, produits du sol ou tous autres articles dans le commerce, ouvrir à cette fin des agences, magasins, acquérir et disposer de toute manière des biens meubles ou immeubles à cette fin ;

Faire affaires comme compagnie foncière, et sous ce rapport acquérir par achat, bail ou autrement diviser, vendre louer, hypothéquer ou autrement disposer des terrains, biens fonds, vacants ou autres y ériger des constructions de toutes sortes, et en disposer ;

Ouvrir, entretenir des lieux d'amusements, de rafraîchissements, restaurants, en autant que permis par la loi, acquérir et disposer de toute manière des biens meubles et immeubles à cette fin ;

Exercer en général tout commerce, négoce ou industrie permis par la loi, et jugés convenables et à l'avantage de ladite compagnie, et avoir tous les pouvoirs nécessaires à ces fins, sous le nom de "Paradis & Marier, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2245 C.-J. SIMARD.

"Paradis & Marier, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1921, incorporating : Adolphe Marchesault, accountant ; Richard-R. Allyn, J.-B.-Lucien Moraud, advocates, all of the city and district of Quebec, for the following purposes :

To carry on a general lumber business, buy, lease, sell, hypothecate and otherwise acquire or dispose of timber limits, exploit the same for themselves or others, buy, lease, sell, hypothecate saw-mills, pulp-mills, mills, and generally acquire or dispose of any moveables or immoveables for such business purposes ;

To deal wholesale and retail, for themselves or as agents or representatives, in foodstuffs, products of the said or in any other articles of trade, and to that end to open agencies, stores, acquire and dispose, in any manner, of moveable or immovable property for such purposes ;

To carry on a real estate business and as such to acquire by purchase, lease or otherwise subdivide, sell, lease, hypothecate or otherwise dispose of lands, real estate, vacant or other property and erect thereon, constructions of every kind and dispose thereof ;

To open, maintain amusement and refreshment places, restaurants, in so far as permitted by law, acquire and dispose of moveable and immovable property for such purposes ;

Generally to carry on any business, trade or industry permitted by law and deemed advantageous and convenient to the said company and to have all the necessary powers to that effect, under the name of "Paradis & Marier, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2246 Assistant Provincial Secretary.

Letters patent

Avis divers

Avis est par le présent donné que le règlement de la compagnie "Business Directory Service, Limited", créant une partie de son capital-actions sous forme d'actions privilégiées est sanctionné par le lieutenant-gouverneur en Conseil, conformément aux dispositions de l'article 5989 de la loi des compagnies de Québec, 1920.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de juin 1921.

Le sous-secrétaire de la province,
2249 C.-J. SIMARD.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the by-law of the company "Business Directory Service, Limited" creating part of its capital stock as preferred shares, is sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council, in accordance with the provisions of article 5989 of the Quebec Companies Act, 1920.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of June, 1921.

C.-J. SIMARD,
2250 Assistant Provincial Secretary.

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Alder vs Heller.....	1330
" Charbonneau vs Limoges.....	1330
" Cowalchuck vs Criotori.....	1330
" Croteau vs Ross.....	1330
" Dagenais vs Guyon.....	1329
" Fontaine vs Payette.....	1330
" Levine vs Coblentz.....	1331
" Lutz vs Zannetin.....	1329
" Plouffe vs Leech.....	1331
" Schwartz vs Sheiner.....	1330
" Starr vs Levine.....	1329
" Trudel vs Lafrance.....	1329
" Yass vs Sheiner.....	1329

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 1301

ARRÊTÉS EN CONSEIL :

Honoraires imposables pour enregistrement de camions ou autres voitures semblables.....	1302
Tarif des honoraires accordés aux greffiers, huissiers, etc., par la Commission des Liqueurs.....	1342

AVIS DIVERS :—

Business Directory Service.....	1350
Les Statuts de 1921.....	1331
The Guinivian Shoe Company.....	1331
The Monarch Fire Insurance Co.....	1331

CHARTRE, ABANDON DE :—

Laiterie, Ville-Marie.....	1332
----------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :

La Compagnie "H.-R. Silver, Limited".....	1332
---	------

COMPAGNIE DISSOUE :—

Anglo-Canadian Fisheries, Ltd.....	1300
------------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE :—

Rivière-du-Loup-Edmunston.....	1325
--------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Bouchette-Sud.....	1326
Municipalité scolaire, village de Compton.....	1326
Municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Merci.....	1327

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Alder vs Heller.....	1330
" Charbonneau vs Limoges.....	1330
" Cowalchuck vs Criotori.....	1330
" Croteau vs Ross.....	1330
" Dagenais vs Guyon.....	1329
" Fontaine vs Payette.....	1330
" Levine vs Coblentz.....	1331
" Lutz vs Zannetin.....	1329
" Plouffe vs Leech.....	1331
" Schwartz vs Sheiner.....	1330
" Starr vs Levine.....	1329
" Trudel vs Lafrance.....	1329
" Yass vs Sheiner.....	1329

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 1301

ORDERS IN COUNCIL :—

Fees to be charged for the registration of trucks or other similar vehicles.....	1302
Tariff of fees granted to clerks, bailiffs, etc., by the Liquor Commission.....	1342

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Business Directory Service.....	1350
The Statutes of 1921.....	1331
The Guinivian Shoe Company.....	1331
The Monarch Fire Insurance Co.....	1331

CHARTER, SURRENDER OF :—

Laiterie, Ville-Marie.....	1332
----------------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :—

The Company "H.-R. Silver, Limited".....	1332
--	------

COMPANY DISSOLVED :—

Anglo-Canadian Fisheries, Ltd.....	1300
------------------------------------	------

ROADS DEPARTMENT :—

Rivière-du-Loup-Edmunston.....	1325
--------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Bouchette-South.....	1326
School municipality of village of Compton.....	1326
School municipality of Notre-Dame-de-la-Merci.....	1327

Municipalité scolaire Sainte-Clotilde, vil- lage.....	1327	School municipality Sainte-Clotilde, vil- lage.....	1327
Pointe-Claire & Beaconsfield.....	1327	Pointe-Claire & Beaconsfield.....	1327
Rock-Forest.....	1326	Rock-Forest.....	1326
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES :—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS :—	
Municipalité du village de Saint-Ré- dempteur, comté de Lévis.....	1325	Municipality of the village of Saint- Rédempteur, county of Lévis.....	1325
DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS :—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS :—	
Affermage de forces hydrauliques et de concession forestière.....	1327	Leasing of a water power and timber limit.....	1327
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—		TREASURY DEPARTMENT :—	
La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Philippe- de-Laprairie.....	1328	La compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse Saint-Philippe- de-Laprairie.....	1328
The Ontario Equitable Life & Accident Ins. Coy.....	1328	The Ontario Equitable Life & Accident Ins. Coy.....	1328
EXAMEN :—		EXAMINATION :—	
Mesureurs et classificateurs de bois..	1328	Log cullers and measurers..	1328
EXAMENS DU BARREAU :—		BAR EXAMINATIONS :—	
Arthabaska.....	1335	Arthabaska.....	1335
Bedford.....	1335	Bedford.....	1335
Montréal.....	1334	Montreal.....	1334
Ottawa.....	1333	Ottawa.....	1333
Saint-François.....	1333	Saint-François.....	1333
LETTRES PATENTES —		LETTERS PATENT :—	
Abestos Co.....	1304	Abestos Co.....	1304
Art Garment Company, Lt'd.....	1313	Art Garment Company, Lt'd.....	1313
Automobile, Itée.....	1320	Automobile, Itée.....	1320
Bourque Window Dressing & Supply, Lt'd.....	1310	Bourque Window Dressing & Supply, Lt'd.....	1310
Compagnie des habitations de Québec..	1311	Quebec Housing Co.....	1311
Duval, Itée.....	1312	Duval, ltd.....	1312
Geo. Herdt, Itée.....	1317	Geo. Herdt, Itée.....	1317
Gagnon & Tardif, Itée.....	1323	Gagnon & Tardif, Itée.....	1323
L'agence agricole, Itée.....	1315	L'agence agricole, Itée.....	1315
McKeeman, Shaw, Ltd.....	1305	McKeeman, Shaw, Ltd.....	1305
Moulin Océan, Itée.....	1309	Ocean Mills, Lt'd.....	1309
Paradis & Marier, Itée.....	1349	Paradis & Marier, Itée.....	1349
Produits Sphinx, Itée.....	1308	Sphinx Products, Lt'd.....	1308
Sanatorium Prévost, Incorp.....	1307	Sanatorium Prévost, Incorp.....	1307
T.-E. Rousseau, Itée.....	1318	T.-E. Rousseau, Itée.....	1318
The United Consumers of Montreal, Lt'd	1321	The United Consumers of Montreal, Lt'd	1321
MINUTES DE NOTAIRE :—		NOTARIAL MINUTES :—	
Demande par M. Alb. Pelletier.....	1335	Application by Mr. Alb. Pelletier.....	1335
Requête par M. J.-A.-Donat Chagnon..	1335	Applicaton by Mr. J.-A.-Donat Chagnon.	1335
NOMINATIONS :—		APPOINTMENTS :—	
Diverses nominations.....	1303	Several appointments.....	1303
ORDRES DE COUR :—		RULES OF COURT :—	
Dugas vs Dupuis.....	1336	Dugas vs Dupuis.....	1336
Melançon vs Dupuis.....	1336	Melançon vs Dupuis.....	1336
PROCLAMATIONS :—		PROCLAMATIONS :—	
Canton Bontet'.....	1346	Township of Bontet.....	1346
Canton de Dunière.....	1344	Township of Dunière.....	1344
Paroisse Saint-Amable.....	1348	Parish of Saint-Amable.....	1348

SOUMISSIONS :—

Ville de Lauzon.....	1337
Ville de Montréal-Est.....	1336

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Godbout vs Renaud.....	1338
Morin <i>et al</i> vs Boulet.....	1338

JOLIETTE :—

Bellerose vs Grandchamp.....	1338
------------------------------	------

MONTREAL :—

Fry vs Scott <i>et al</i>	1340
Filgate vs Leet.....	1340
Lemay vs The Rose Park Company.....	1339

QUÉBEC :—

Paquin <i>et uxor</i> vs Thiffeault <i>et vir</i>	1340
---	------

ROBERVAL :—

Charlebois vs Trudel.....	1341
---------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Guilbault vs St. Onge.....	1341
----------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES :—

Gélinas vs Deschesnes.....	1342
----------------------------	------

TENDERS :—

Town of Lauzon.....	1337
Town of Montreal-East.....	1336

SHER FF'S SALES :—

BEAUCE :—

Godbout vs Renaud.....	1338
Morin <i>et al</i> vs Boulet.....	1338

JOLIETTE :—

Bellerose vs Grandchamp.....	1338
------------------------------	------

MONTREAL :—

Fry vs Scott <i>et al</i>	1340
Filgate vs Leet.....	1340
Lemay vs The Rose Park Company.....	1339

QUEBEC :—

Paquin <i>et uxor</i> vs Thiffeault <i>et vir</i>	1340
---	------

ROBERVAL :—

Charlebois vs Trudel.....	1341
---------------------------	------

SAINT-HYACINTHE :—

Guilbault vs St. Onge.....	1341
----------------------------	------

THREE RIVERS :—

Gélinas vs Deschesnes.....	1342
----------------------------	------